

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Dévolution des Biens d'Église

ET

LES DROITS DES TIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 16 Juin 1908, à 1 h. 1/2

PAR

Jean BRUGALIÈRES

Président : M. SAUZET, professeur
Suffragants } *MM. WEISS, professeur*
 WAHL, agrégé

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Dévolution des Biens d'Église

ET

LES DROITS DES TIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 16 Juin 1908, à 1 h. 1/2

PAR

Jean BRUGALIÈRES

Président : M. SAUZET, professeur

Suffragants { MM. WEISS, professeur
WAHL, agrégé



PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A M^{me} ET A M. CHARLES FIRMIN BRUGALIÈRES

En témoignage de ma reconnaissance affectueuse.

LA
Dévolution des Biens d'Eglise
Et les Droits des Tiers

AVANT-PROPOS

La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, a supprimé le service des cultes en tant que service public. Il est par conséquent nécessaire de liquider les biens qui formaient les dotations de ce service. Or, quelques-uns de ces biens provenaient de particuliers qui les avaient mis à la disposition du culte en pleine propriété ou seulement quant à la jouissance, gratuitement ou à titre onéreux, purement et simplement ou sous de certaines conditions.

Il se trouve donc des particuliers qui peuvent prétendre des droits à l'occasion de cette liquidation. Le légis-

lateur de 1905 s'était proposé, de transférer les charges et les droits des anciens établissements publics du culte à de nouvelles personnes morales « les associations cultuelles ». Suivant qu'il a été formé ou non de ces associations, le mode de dévolution est différent ; différents aussi sont les droits que les tiers peuvent prétendre.

L'Eglise catholique a été la seule à repousser les associations cultuelles et la dévolution de ses biens présente par suite plus de difficulté et plus d'intérêt. Aussi n'étudierons-nous que les droits des tiers sur les biens qui servaient au culte catholique.

Il importe tout d'abord de déterminer quels sont ces biens, de les classer en catégories suivant leur origine, leur affectation, et le régime auquel ils étaient antérieurement soumis. Nous verrons ensuite quels droits les tiers peuvent prétendre sur chacune de ces catégories et quelles sont les diverses sources de ces droits. Enfin nous nous demanderons contre qui, et devant quels tribunaux, les ayants droit doivent exercer leurs recours.

Toutes ces questions étaient réglées jusqu'à ces derniers temps par la loi du 9 décembre 1905 et par une loi du 2 janvier 1907. Un texte nouveau promulgué le 13 avril 1908 modifie profondément les droits des tiers. Ce texte ne peut être étudié séparément parce que le législateur y procède par une série d'additions à la loi de 1905. Il est donc nécessaire, pour l'intelligence du

sujet, d'exposer les règles posées en 1905, ce que nous ferons dans une première partie ; nous étudierons ensuite dans une seconde partie les modifications que la loi de 1908 a apportées à ces règles.

Première Partie

Les Droits des tiers d'après la loi de 1905

CHAPITRE PREMIER

COMPOSITION DU PATRIMOINE ECCLÉSIASTIQUE RÉGIME AUQUEL IL ÉTAIT SOUMIS AVANT LA SÉPARATION MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DE 1905

L'organisation du culte catholique avant la séparation datait du Concordat de 1801 (an IX) approuvé par un texte de l'an X (1) connu sous le nom « d'articles organiques. » Elle s'analysait ainsi : Le service du culte était un service public. Il était pourvu aux besoins de ce service par l'Etat, les départements, les communes d'une part, des établissements publics spéciaux de l'autre.

L'Etat payait un traitement à tous les ministres du culte, il avait fourni les édifices publics servant à l'exercice du culte dans le chef-lieu des diocèses, églises,

1. Loi du 8 avril 1802 (18 germinal an X), relative à l'organisation des cultes ; 1^o Convention entre le gouvernement français et S. S. Pie VII échangée le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801) ; 2^o articles organiques de la convention du 26 messidor an IX, entre le premier Consul de la République française et S. S. Pie VII.

cathédrales et métropolitaines, et les archevêchés et évêchés, c'est-à-dire les logements des ministres du culte qui dirigeaient ces circonscriptions ecclésiastiques, archevêques et évêques. Toutefois, certains évêchés étaient la propriété des départements. Les communes pouvaient attribuer des allocations à certains ministres du culte. Les églises paroissiales, édifices affectés au culte dans les paroisses étaient à leur charge. Elles devaient aussi un logement aux ministres du culte, soit en leur procurant un local, soit en leur payant une indemnité de logement.

Les locaux affectés soit à l'exercice public du culte, soit au logement des ministres, étaient donc en principe la propriété de l'Etat, des départements ou des communes.

Les autres charges étaient assumées par des établissements publics spéciaux.

L'achat, l'entretien, le renouvellement des objets mobiliers garnissant les édifices publics du culte et nécessaires pour le culte public incombait aux fabriques. Il y avait une fabrique par paroisse.

Certains biens dont les revenus étaient affectés à l'entretien des ministres du culte formaient le patrimoine des menses métropolitaines, capitulaires et curiales.

Les établissements où les futurs ecclésiastiques recevaient leur éducation, les séminaires, étaient gérés dans chaque diocèse par un bureau des séminaires.

Enfin, il y avait dans certains diocèses, des caisses

de secours et des maisons de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes.

Tous ces établissements, fabriques, menses, séminaires, caisses de secours et maisons de retraite étaient des établissements publics, c'est-à-dire des rouages spécialisés de l'administration générale, des membres de l'Etat. Il résultait notamment de ce fait qu'une partie de leurs biens provenait de dotations à eux faites par l'Etat. Quant aux autres biens, ils provenaient de particuliers, et c'est justement sur ces biens que ceux-ci peuvent surtout prétendre des droits.

Nous pouvons, dès à présent distinguer entre les biens qui sous le régime concordataire, servaient aux besoins du culte deux catégories : 1° biens détenus à titre d'affectataires par les divers établissements publics cultuels, mais appartenant soit à l'Etat, soit aux départements, soit aux communes ; 2° biens dont les établissements publics cultuels étaient propriétaires et qui leur venaient soit de l'Etat, soit des particuliers.

Il nous reste maintenant à voir comment la loi de 1905 et celle de 1907 votée par suite du refus par l'Eglise catholique d'accepter les associations cultuelles traitent ces différentes catégories de biens.

La loi du 9 décembre 1905 proclame en son article 2 : « La République ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte » Il devait en résulter ces conséquences au point de vue qui nous occupe : 1° les traitements des ministres des différents cultes sont suppri-

més ; 2° l'Etat, les départements, les communes reprennent les biens dont ils sont propriétaires ; 3° les établissements publics du culte sont supprimés. Cette dernière conséquence est en effet, déduite par le législateur en ce même article 2. Quant aux autres, elles ne sont admises par lui qu'avec certains tempéraments.

En ce qui concerne le traitement des ministres du culte, l'Etat attribue à ceux d'entre eux qui remplissent certaines conditions des allocations temporaires. Il est loisible aux communes de faire de même à l'égard des ministres du culte qu'elles subventionnaient antérieurement.

En ce qui concerne les biens appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, la loi (art. 3) proclame bien le principe de la propriété de ces personnes publiques, mais la reprise de possession de ces biens n'a pas lieu ou est différée. Il faut en effet distinguer à ce point de vue les édifices affectés au culte des locaux servant au logement du ministre. Les premiers conservent leur affectation, quant aux seconds, ils sont laissés gratuitement et pour un certain temps à la disposition des personnes qui les occupent.

La loi admet immédiatement, avons-nous dit, la troisième conséquence de son principe, la suppression des établissements publics du culte. Elle s'occupe donc de la dévolution des biens de ces établissements en les classant d'après leur origine et leur affectation : 1° Ceux qui provenaient de l'Etat, font retour à l'Etat à moins

qu'ils ne soient grevés d'une affectation pieuse postérieure au concordat ; 2° quant à ceux qui provenaient de particuliers, ceux qui sont grevés d'une affectation non cultuelle, charitable ou scolaire par exemple, sont dévolus à des établissements communaux dont la destination est conforme à celle desdits biens ; les autres, c'est-à-dire ceux qui ne sont grevés d'aucune charge ou qui le sont d'une charge cultuelle sont dévolus à des associations cultuelles s'il s'en forme, et s'il ne s'en forme pas à des établissements communaux d'assistance et de bienfaisance. Voilà quelle est la situation des biens ecclésiastiques d'après la loi de 1905.

La loi de 1907 qui a suivi statue sur quatre points principaux se rapportant à notre matière : 1° Elle supprime dès sa promulgation, toute allocation de l'Etat, ou des communes aux ministres du culte ; 2° elle supprime l'usage gratuit des locaux que sa devancière laissait pendant un certain temps à la disposition des ministres du culte pour leur logement, elle défend aux communes de payer à ces derniers une indemnité de logement ; 3° au contraire, elle conserve à leur destination, les édifices publics du culte ; 4° enfin, elle transfère aux établissements communaux d'assistance et de bienfaisance tous les biens des établissements cultuels là où ces biens n'ont pas été réclamés par une association cultuelle, qu'ils soient ou non grevés de charges et quelles que soient ces charges.

La dévolution des biens ecclésiastiques est donc décidée

en principe tant par la loi de 1905 que par celle de 1907 ; ceux de ces biens qui provenaient de l'Etat font retour à l'Etat, les autres passent à des établissements communaux. Mais la prise de possession effective de ces biens soit par l'Etat, soit par les établissements communaux, n'a pas eu lieu sauf de très rares exceptions. La loi de 1905 en son article 8 prévoyait la mise sous séquestre de tous ces biens dans un certain délai. Le règlement d'administration publique du 16 mars 1906 indique quelles seront les formes de la mise sous séquestre et quels seront les pouvoirs de l'administration des domaines chargée de la gestion provisoire de ces biens. Cette mise sous séquestre a eu lieu, et l'administration des domaines a toujours la gestion du patrimoine des anciens établissements culturels. C'est contre elle comme nous le verrons que doivent être intentées les actions dont sont l'objet les biens qui composent ce patrimoine.

CHAPITRE II

QUELS TIERS PEUVENT PRÉTENDRE DES DROITS SUR LES BIENS ECCLÉSIASTIQUES DIFFÉRENTES SOURCES DE CES DROITS

Après avoir déterminé les biens au sujet desquels les tiers peuvent formuler des prétentions, il nous reste à voir qui peut invoquer des droits et quelles peuvent être les sources de ces droits.

La loi de 1905 s'est surtout préoccupée dans ses articles 7 et 9, des prétentions qui pourront être formulées sur les biens appartenant aux anciens établissements publics du culte et par des auteurs de libéralités adressées à ces établissements. Doit-on en conclure que la loi a voulu écarter toutes les autres prétentions, c'est-à-dire :

1° Celles qui auraient pour objet les biens appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ;

2° Celles qui pourraient être formulées par d'autres personnes que les auteurs de libéralités

Assurément non. Tout d'abord aucun texte précis ne

peut faire supposer que telle ait été l'intention du législateur et d'un autre côté nous voyons que dans l'article 6 de la loi, il s'est préoccupé de sauvegarder :

1° Les droits des créanciers sur les biens qui font retour à l'Etat, aux départements, aux communes ;

2° Les droits des créanciers sur les biens appartenant aux anciens établissements cultuels.

On doit donc conclure que des prétentions pourront être formulées au sujet des deux catégories de biens dont nous venons de parler et par toutes les catégories d'ayants droit.

Les ayants droits, ou bien invoqueront un contrat passé avec une des personnes publiques qui assumaient autrefois les charges du culte et ce contrat sera gratuit ou onéreux. Ils sommeront leur cocontractant d'exécuter les charges que ce contrat lui impose ou bien il prétendront que ce contrat ne peut avoir d'effets, soit par suite d'un vice originel, soit par suite d'un fait postérieur à sa conclusion ; ils intenteront soit une action en exécution, soit une action en nullité, une action en résolution ou en révocation, une action que la loi de 1905 a voulu créer ; action en reprise et revendication.

Ou bien les tiers n'invoqueront aucun contrat. Il se prétendront alors titulaires soit d'un droit de propriété, soit d'un autre droit réel portant sur des biens meubles ou immeubles anciennement détenus par les établissements publics du culte et intenteront l'action en revendication.

Les droits des tiers seront différents suivant la source qu'ils prétendront que ces droits ont eue. D'où nécessité de distinguer dans l'étude des recours qui leur sont ouverts les différentes sources de droits.

CHAPITRE III

DROITS DÉRIVANT DE LIBÉRALITÉS. GÉNÉRALITÉS LIBÉRALITÉS ANTÉRIEURES AU CONCORDAT

Parmi les tiers qui peuvent prétendre des droits sur les biens affectés au culte sous le régime concordataire, une catégorie importante est celle des auteurs de libéralités. Ces libéralités pourront être régulières en la forme et avoir été régulièrement acceptées ou bien être entachées d'un vice originel. Le bénéficiaire en aura été l'État, un département, une commune d'une part ou de l'autre, un des anciens établissements cultuels. Elles auront été faites avant ou après le Concordat. Enfin, elles contiendront ou non des charges. Il y a là autant d'hypothèses différentes susceptibles de faire varier les droits des tiers.

Nous devons tout d'abord examiner quelle influence peut avoir à ce point de vue le fait qu'une libéralité aura été antérieure ou postérieure au Concordat.

On sait que tous les biens du clergé, affectés au culte sous l'ancien régime furent mis le 2 novembre 1789 par la Constituante à la disposition de la nation et

qu'une des conséquences du Concordat fut de les rendre à leur destination primitive.

Or, parmi ces biens, certains provenaient de libéralités soit pures et simples, soit avec charges. Il s'agit de savoir si ces charges ont survécu à la période révolutionnaire, si le Concordat a eu pour effet de les faire revivre, si enfin la loi de séparation les a considérées comme maintenues.

Suivant une opinion, la provenance de ces biens, leur a imprimé un caractère qui a bien pu disparaître lors de l'acte du 2 novembre 1789, mais que le Concordat a fait revivre. La loi de séparation n'a pu supprimer les conséquences de cette résurrection. On pourrait donc intenter actuellement au sujet de ces biens toutes les actions que nous étudierons plus loin (1).

Suivant une autre opinion, l'acte de la constituante a purgé les charges attachées aux biens confisqués. Le Concordat n'a pu faire revivre ces charges. Les libéralités d'où provenaient ces biens ne sont après la séparation susceptibles d'être attaquées par aucun recours (2).

Il s'agit donc d'apprécier quelle a été l'intention soit des co contractants de l'an IX et du législateur de l'an X, soit du législateur de 1905.

1. V. dans ce sens, Tissier, note sous arrêt, Sirey, 1906, II, 27. — A. Rivet. *Etude th. et prat.*, etc., p. 61 et 62. — Ravier du Maguy. *R. O. D.*, n° 21, p. 642 et 643.

V. aussi, Trib. civ., Louhans. Référé, 16 avr. 1907. *R. O. D.* 1907 no 31. — Moulins. Référé. 21 mars 1907. *R. O. D.*, n° 29.

2. V. en ce sens, Tissier, note S. 1907, II, 257,

A l'appui de la première thèse, celle qui affirme la survivance des charges, on cite l'arrêté du 7 thermidor an XI rendu en application du Concordat, qui dispose :

Les biens des fabriques non aliénés ainsi que les rentes dont elles jouissaient sont rendus à leur destination.

On en conclut que le Concordat et les textes qui ont suivi ont eu pour effet de faire revivre les charges antérieures. Cette opinion soulève les objections suivantes :

1° Parmi les biens restitués au culte, les uns provenaient de libéralités, les autres non. Les uns et les autres sont « rendus à leur destination ». Cette formule ne saurait faire allusion, pour les uns à une affectation contractuelle, pour les autres à une affectation dérivant d'une autre source. Etant la même pour les deux catégories de biens, elle ne saurait signifier que ceci : Les biens qui servaient au culte sous l'ancien régime auront désormais la même destination. C'est une affectation administrative qui est ainsi annoncée.

2° Tous les biens confisqués en 1789 et non aliénés ne furent pas rendus au culte. En effet, l'article 75 des organiques porte. « Les édifices destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation a raison d'un édifice par cure ou succursale seront mis à la disposition des évêques ». C'est dans les limites des besoins que les biens furent affectés au culte. Parmi les biens conservés, certains pouvaient être grevés, par

suite d'une libéralité, de charges cultuelle. Si on avait voulu exécuter ces charges, il aurait fallu rendre tous les biens disponibles.

Quant au législateur de 1905, ses intentions ne sont pas non plus douteuses. Parmi les biens confisqués en 1789, les uns, lors du Concordat furent retenus en toute propriété par l'Etat ou donnés par lui aux départements ou aux communes quoique affectés au culte ; ce sont les Eglises et les archevêchés, évêchés, presbytères. Les autres furent donnés par lui aux établissements culturels dont ils formèrent la dotation.

La loi de 1905 ne se prononce sur la question qui nous occupe qu'en ce qui concerne les seconds, son article 5 porte.

« Ceux des biens désignés à l'article précédent (biens qui appartenaient aux établissements culturels) qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse postérieure à la loi du 18 germinal an 10 feront retour à l'Etat ».

D'après le même article, quand la fondation est postérieure au Concordat, les biens sont transmis à une association cultuelle c'est-à-dire à un organe chargé d'assurer le culte. La loi veut donc faire exécuter les charges résultant d'une telle fondation.

On voit que l'article 5 distingue pour savoir si les charges seront ou non exécutées suivant que les biens

qui en sont grevés proviennent d'une donation antérieure ou postérieure au Concordat lorsque ces biens formaient la dotation d'un établissement public.

Malgré le silence de la loi au sujet des biens dont l'Etat les départements, les communes sont propriétaires, la même solution doit croyons nous être adoptée en ce qui les concerne. En effet, les deux catégories de biens ont été mises à la disposition de la Nation par la Constituante et rendues au culte par le Concordat. Il est donc logique d'adopter la même solution pour l'une que pour l'autre.

Nous pouvons d'ailleurs citer à l'appui de notre interprétation des déclarations formelles du rapporteur de la loi.

Parlant des biens qui formaient la dotation des établissements publics et qui font retour à l'Etat, il s'exprima ainsi :

« Nous avons considéré, nous, que la Révolution en nationalisant les biens du clergé avait fait disparaître les **fondations** pieuses.

« Il est certain qu'entre le moment de la nationalisation et le décret de thermidor an XI, ces fondations pieuses avaient cessé d'exister.

« C'est donc le décret lui-même qui, restituant les biens à l'Eglise, a fait revivre les fondations pieuses ! L'Etat serait-il exposé à voir les associations cultuelles revendiquer, sous ce prétexte, tous les biens sans exception.

Il suffit de lire notre projet et les commentaires que nous en avons faits pour constater que la Commission a tenu à respecter l'œuvre de la Révolution. Nous n'avons pas voulu qu'il y fut porté atteinte, aussi avons-nous distingué pour tous les biens deux périodes, l'une antérieure, l'autre postérieure au Concordat (1). »

Il n'a rien été répondu à ces explications, et la Chambre semble avoir adopté par son vote la thèse du rapporteur.

Nous croyons donc que les libéralités pures et simples ou avec charges antérieures à la Révolution ne sont susceptibles d'aucun des recours que nous nous proposons d'examiner plus loin.

1. Chambre des députés. Séance du 16 mai 1905, *J. off.* du 17 mai.

CHAPITRE IV

LIBÉRALITÉS RÉGULIÈRES POSTÉRIEURES AU CONCORDAT. LIBÉRALITÉS SANS CHARGES

Pour apprécier si des libéralités sans charge peuvent engendrer des droits en faveur des tiers, il faut tout d'abord distinguer suivant que le bénéficiaire d'une telle libéralité a été l'État, un département, une commune d'une part, un établissement public du culte de l'autre. Nous savons que la loi de séparation a supprimé les anciens établissements cultuels ; au contraire, elle n'a apporté aucune modification à l'individualité de l'Etat, des départements, des communes. Les libéralités sans charges adressées à l'une de ces personnes morales ne sauraient soulever aucun recours ; on peut se demander s'il en est de même pour celles dont un ancien établissement public du culte a été le bénéficiaire. Le fait seul de la suppression de cet établissement n'engendre-t-il pas des droits en faveurs des tiers ?

La loi de 1905 en ses articles 7 et 9 crée une action spéciale qu'elle rappelle action en reprise et en revendi-

cation. Les auteurs et les tribunaux sont divisés sur la base à donner à cette action.

D'après une théorie, elle est ouverte par le seul fait de la suppression des établissements du culte et de la dévolution de leurs biens ; d'après une seconde, elle doit être basée sur l'inexécution des charges. On voit que la réponse à donner à la question de savoir si les libéralités sans charges adressées à ces établissements peuvent donner lieu à un recours dépend, de la base que l'on donne à l'action en reprise de la loi de 1905.

Pour prouver que l'action en reprise n'était qu'une action révocatoire restreinte, on a voulu invoquer les travaux préparatoires. « Il a été dit et répété, remarque-t-on, au cours de la discussion de l'article 5 du projet devenu l'article 7 de la loi, que l'action en reprise ou en revendication n'était ouverte qu'au cas où la volonté du disposant ne serait pas respectée (1). Notamment le rapporteur à la Chambre expliqua « qu'il était bien entendu que la revendication ne pourrait être admise que dans le cas où l'objet du legs ou de la donation aurait été détourné de sa destination » ; et encore. « Il ne s'agit pas ici de la substitution d'un établissement à un autre, mais seulement du cas où la volonté du donateur ou

1. Chambre. Séance du 23 mai 1905. *J. off.*, 24 mai 1905. Déb. parlem. Chambre, p. 1842 et suiv. — Sénat, séance du 25 nov. 1905. *J. off.*, du 26 nov. Discussion des amendements Vidal de Saint-Urbain et de Lamarzelle.

testateur n'aurait pas été respectée, c'est-à-dire ou l'affectation aurait été changée » (1).

Nous ferons tout d'abord remarquer qu'il est de principe que les travaux préparatoires et les paroles d'un ou plusieurs parlementaires ne s'imposent nullement à l'interprète parce qu'elles ne rendent que la pensée personnelle de ceux qui les ont prononcées et ne sauraient être l'expression de la volonté du législateur.

Si l'on veut se baser néanmoins sur les discussions parlementaires et sur l'opinion particulièrement autorisée du rapporteur de la loi de séparation, on trouvera que ce même rapporteur, devenu ministre des Cultes fut amené à donner du texte en litige une toute autre interprétation que celle qu'on lui impute plus haut.

Dans les discussions qui ont précédé au Sénat le vote de la loi du 2 janvier 1907, M. Briand après avoir rappelé que l'article 9 de la loi de 1905 accorde le droit d'agir seulement au donateur ou testateur ou à leurs héritiers en ligne directe ajouta : « Mais il se peut que suivant les circonstances, variant d'une espèce à l'autre, d'autres intéressés aient également le droit d'engager une action devant les tribunaux, s'ils jugent que leurs droits ou les droits de leurs parents, de leurs auteurs ont été lésés. »

M. de Lamarzelle insiste alors en ces termes : « Il y a cependant un point à préciser. La loi de 1905 parle des

1. Motifs d'un jugement du tribunal de la Châtre du 14 mai 1907.

actions en revendication et en reprise. Dans ce cas, les héritiers en ligne directe seuls peuvent agir ; s'il ne s'agit pas d'une action en reprise, mais d'une action en révocation, d'une donation ou d'un legs pour inexécution des charges, celle-ci est soumise au droit commun. Ce ne sont pas les héritiers en ligne directe, mais le légataire universel ou les collatéraux qui devront dans ce cas intervenir ». A cela, le ministre répond : « Les tribunaux apprécieront » (1). Laissons donc de côté les travaux préparatoires qui ne pourraient jeter sur la discussion une bien vive lumière et voyons si des arguments sérieux ne militent pas en faveur de l'autre thèse, celle qui base l'action en reprise sur la simple suppression des établissements cultuels.

1° On peut, nous semble-t-il, trouver un premier argument dans le texte lui-même. C'est immédiatement après avoir parlé de la dévolution des biens des établissements cultuels que la loi parle de l'action en reprise. Elle semble établir entre ces deux faits un rapport de cause à effet.

2° Si l'action en reprise eût été fondée sur l'inexécution des charges, il n'eût pas été besoin de la créer, puisqu'une telle action existe suivant le droit commun. En effet, la loi ne crée aucune action au sujet des biens propriétés de l'Etat, des départements, des communes. Nous verrons cependant plus loin qu'ils peuvent être

1. Sénat, séance du 29 décembre 1906. *J. off.* du 30 décembre.

revendiqués par le moyen de l'action révocatoire. Notre action vise donc une situation spéciale aux établissements cultuels qui est leur suppression. D'un autre côté, si la loi avait voulu restreindre dans ses articles 7 et 9 l'action révocatoire, elle l'aurait appelée de son vrai nom ;

3° Une autre raison pour laquelle il n'était pas nécessaire de créer une action née de l'inexécution des charges, c'est que la loi prescrit l'exécution. En restreignant l'action révocatoire, sous le nom d'actions en reprise, en imposant la nécessité de l'exercer dans un délai de six mois à compter de l'attribution (et non de l'inexécution des charges) elle aurait rendu cette prescription illusoire. Il suffirait en effet d'exécuter les charges pendant six mois et de ne plus les exécuter ensuite. Aucune sanction n'existerait plus pour assurer l'exécution ;

4° Enfin l'action en reprise n'est pas tout à fait une nouveauté dans notre droit. La loi du 7 juillet 1904 relative à la suppression de l'enseignement congréganiste, crée en son article 5 au profit des donateurs et testateurs une action visant le même fait que celui dont nous nous occupons, savoir la suppression d'une personne morale. C'est à ce fait que les tribunaux se sont attachés pour apprécier s'il y avait lieu ou non de se prononcer en faveur du droit de retour au profit des tiers (1). Même interprétation est admise touchant l'ap-

1. Poitiers, 13 nov. 1905. *Journal La Loi*, 27 déc. 1905. — Nancy, 9 déc. 1905. *Rec. Gaz. Trib.*, 20 mai 1905. — Seine, 28 mars 1906. *Gaz. trib.*, 1906, 1^{er} sem., II, 414.

plication de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1).

C'est donc la théorie qui base l'action en reprise sur la suppression des établissements cultuels et sur la dévolution de leurs biens qui nous semble s'appuyer sur les arguments les plus sérieux. C'est aussi celle qui a rallié le plus de partisans soit dans la doctrine, soit dans la jurisprudence.

La loi de 1905 a fait de son action spéciale une action restreinte à un triple point de vue des actes qui peuvent la motiver, des personnes qui peuvent l'exercer et du délai dans lequel elle doit être introduite.

1^o *Actes qui donnent lieu à l'action en reprise.* — Elle ne saurait être exercée qu'au sujet de libéralités adressées aux anciens établissements cultuels. Ni les libéralités faites à l'État, aux départements, aux communes, ni les actes à titre onéreux qui ont augmenté le patrimoine des anciens établissements du culte, ne sauraient être attaqués par ce moyen.

Au surplus il importe peu que la libéralité contienne ou non des charges et que les charges, s'il y en a, soient ou non exécutées, et ce pour les raisons que nous avons expliquées.

2^o *Personnes qui peuvent l'exercer.* — Elle n'est ouverte qu'à l'auteur de la libéralité ou à ses héritiers en ligne directe. Ni les collatéraux, ni le légataire uni-

1. Poitiers, 15 fév. 1905. D. P. 1906, II, 155. Sur les actions des lois de 1901 et de 1904 et sur la nature de l'action de l'article 7 et 9. V. note de Tissier. S. 1907, II, 186.

versel, ni les créanciers du donateur ne peuvent l'intenter.

3° *Délai dans lequel elle doit être introduite.* — D'après les articles 7 et 9 « toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où l'arrêté préfectoral ou le décret approuvant cette attribution sera inséré au *Journal officiel* ». On s'est demandé si ce délai est extinctif ou suspensif, si l'action ne peut être exercée avant l'attribution ou si simplement, elle ne peut plus être exercée six mois après qu'elle a été réalisée.

Nous croyons que la dernière solution doit être adoptée. En effet, si l'action en reprise a pour base la disparition des établissements cultuels et la dévolution de leurs biens, il n'y a pas lieu d'en suspendre l'exercice, puisque ces deux faits sont dès à présent acquis.

D'autre part, comme le fait remarquer un jugement, la rédaction de la loi n'est nullement concluante en faveur de l'opinion contraire, des articles du Code de procédure rédigés de la même façon étant interprétés dans le sens que nous indiquons.

Attendu, dit le jugement auquel nous faisons allusion, que le délai imparti par la loi du 9 décembre 1905 est un simple délai d'action imparti au demandeur pour saisir la justice de sa réclamation et limitant la durée de cette action, qu'aucune disposition de la loi n'autorise à prétendre que le législateur a entendu fixer le point de départ de l'action en

reprise et faire inhibition au demandeur de former sa demande avant que le délai ait commencé à courir, c'est-à-dire pendant la durée du séquestre ; que le Code de procédure civile offre des exemples de situations identiques ; qu'en matière d'appel, notamment l'article 443 dit que le délai pour interjeter appel sera de deux mois qui commenceront à courir, pour les jugements contradictoires, du jour de la signification du jugement à personne ou à domicile ; qu'il est unanimement admis qu'on n'est pas tenu, pour appeler, d'attendre la signification du jugement, et que l'appel est possible, dès le neuvième jour du jugement, l'article 449 interdisant l'appel pendant ce délai.

Qu'il échet donc de décider que le jour de l'insertion au *Journal officiel* du décret attribuant les biens n'est que le point de départ de ce délai de forclusion, et que le demandeur peut dès maintenant saisir la justice de sa réclamation sans être tenu d'attendre que la dévolution des biens ait été faite ; qu'il n'y a pas dès lors de sursis à ordonner. (Tribunal de Blois, 12 juin 1907) (1).

Suivant que les tribunaux ont donné à l'action en reprise l'une ou l'autre des bases que nous avons indiquées, ils ont adopté ou non les conséquences que nous venons de déduire.

Quelque-uns, considérant cette action comme une action révocatoire restreinte, ont sursi à statuer parce que l'inexécution des charges n'était pas dès à présent

1. R. O. D., n° 36., p. 471.

acquise et ont débouté les demandeurs autres que l'auteur de la libéralité ou ses héritiers en ligne directe (1).

La plupart, basant l'action en reprise sur la suppression des établissements cultuels et la dévolution de leurs biens, la déclarent immédiatement recevable quand elle est intentée par l'auteur de la libéralité ou un de ses héritiers directs soit concurremment à l'action révocatoire quand il s'agit d'une libéralité avec charges, soit seule quand il s'agit d'une libéralité sans charges. Ils estiment au surplus que l'action révocatoire existe sans aucune restriction à côté de l'autre, et prononcent la révocation pour inexécution des charges lorsqu'elle est demandée par des collatéraux ou par le légataire universel (2).

Voilà donc bien déterminée la sphère et les conditions d'application de l'action créée par la loi de 1905. On peut se demander si, la loi n'excluant pas le droit commun, cette action était bien nécessaire et si les tiers

1. V. en ce sens La Châtre, 14 mai 1907. R.O.D., n° 35, p. 439. — Rambouillet, 12 juin 1907. R.O.D., n° 38, p. 331. — Lisieux, 24 juillet 1907. R.O.D., n° 39, p. 559.

2. V. en ce sens Saint-Lô, 30 novembre 1906. R.O.D., n° 28. — Boulogne-sur-Mer, 21 février 1907. R.O.D., n° 27. — 27 juin 1907. R.O.D., n° 40. — Mâcon, 26 février 1907. R.O.D., n° 30. — Lorient, 20 mars 1907. R.O.D., n° 29. — Besançon, 21 mars 1907. R.O.D., n° 30. — Lisbonne, 8 mai 1907. R.O.D., n° 34. — Moulins, 15 mai 1907. R.O.D., n° 33. — Louhans, 17 mai 1907. R.O.D., n° 34. — Rochefort, 22 mai 1907, n° 34. — Avranches, 30 mai 1907. R.O.D., n° 33. — Voyez sur toute cette jurispr. A. Rivet, *op. cit.*, les nombreux arrêts cités et les références.

n'auraient pu puiser dans notre législation aucun recours ayant le même fondement.

Le rapporteur de la loi, lors de sa discussion, a émis cette opinion et soutenu qu'à défaut de l'action en reprise les tiers n'auraient en certains cas aucun moyen de défendre leurs droits.

Cette opinion nous paraît erronée. Il résulte en effet de l'étude qui précède que l'action est basée sur un changement de personnes, sur la considération de la personne du gratifié.

Or les tribunaux admettent que lorsque la considération de la personne est la cause et la condition impulsive et déterminante d'une libéralité, cette libéralité peut être révoquée si la condition vient à défaillir.

Cette théorie paraît s'appliquer spécialement à notre matière. Les établissements culturels disparaissant, il semble que les intentions de leurs bienfaiteurs doivent être singulièrement méconnues par la dévolution de leurs biens à d'autres personnes. Les libéralités dont ils sont les bénéficiaires peuvent donc être révoquées par le seul fait de cette dévolution.

Il y aura donc dans ce cas, une action révocatoire ouverte aux tiers, et fondée sur la considération de la personne. Elle s'appliquera par suite aux libéralités pures et simples, aussi bien qu'aux libéralités avec charges, et aura l'avantage de ne pas comporter les restrictions des articles 7 et 9 de la loi de 1905 relatives à la personne du demandeur et au délai imparti pour agir.

Il faudra évidemment prouver en de telles circonstances que la considération de la personne a été la cause ou la condition impulsive et déterminante de la libéralité.

Néanmoins, il nous semble qu'en l'espèce, le fait, que le bénéficiaire de cette libéralité était un établissement public, c'est-à-dire une de ces personnes morales qui sont investies par le législateur d'attributions nettement déterminées, qui ont chacune un but et des moyens d'action très spéciaux, doit faire naître dans l'esprit du juge du fond une très forte présomption de fait dans le sens que nous indiquons au sujet des intentions du donateur. Il en sera ainsi surtout lorsque l'acte en litige contiendra des charges charitables ou scolaires. L'auteur de la libéralité n'aura pu ignorer que des établissements publics spéciaux avaient une destination conforme à ces charges, et s'il a gratifié des établissements culturels et non l'université ou l'assistance publique, c'est que son intention était d'écarter ces derniers établissements.

Le moyen que nous indiquons n'a pas échappé aux tribunaux. Nous en trouvons notamment une application dans le jugement du tribunal de Boulogne-sur-Mer du 21 février 1907 précité : Voici l'un des motifs de ce jugement :

Attendu que le demandeur sera recevable et bien-fondé dans les termes du droit commun en sa demande de révocation pour cause d'inexécution, s'il doit être jugé que la consi-

dération de la fabrique comme donataire a été la cause impulsive et déterminante de la donation avec charges qu'il lui a faite et que cette condition actuellement inexécutée, n'est plus susceptible d'exécution.

Attendu que les fabriques n'ayant plus d'existence légale depuis le 11 décembre 1906, il s'ensuit que la condition essentielle sous laquelle la donation a été faite n'est plus exécutée et qu'elle n'est plus susceptible de l'être ; que la donation doit, en conséquence, être révoquée (1).

1. V. dans le même sens Corbeil, 21 juillet 1907. R. O. D., no 42.

CHAPITRE II

LIBÉRALITÉS RÉGULIÈRES POSTÉRIEURES AU CONCORDAT. LIBÉRALITÉS AVEC CHARGES

Le plus souvent, les libéralités faites à l'Etat, à un département, à une commune ou à l'un des établissements publics du culte contenaient des charges ou des conditions. L'établissement bénéficiaire n'était gratifié qu'à la condition de subvenir à l'un des besoins du culte que nous avons précédemment énumérés.

On peut citer parmi les charges les plus usuelles, celle de faire dire des messes, celle de fournir un logement ou un supplément de traitement à certains ministres du culte, celle de subventionner ou d'entretenir une école confessionnelle.

Il y a lieu de se demander quels sont les droits des auteurs ou ayants cause des auteurs de telles libéralités après les lois de 1905 et 1907.

On peut se demander notamment si ces lois font obstacle à ce que l'exécution des charges cultuelles soit demandée et une distinction s'impose peut-être entre les bénéficiaires de telles charges et entre ces diverses char-

ges elles-mêmes. Nous avons donc à examiner les prétendues impossibilités d'exécution tirées de la personnalité du bénéficiaire et celles tirées de la nature de la charge.

Ces charges sont cultuelles (charge de faire dire des messes, d'entretenir le mobilier des églises, de fournir un local au culte) ou non cultuelles (charges charitables ou scolaires, charge de fournir un logement ou un traitement à certains ministres du culte).

Nous savons que les anciens établissements cultuels étant supprimés, tous leurs biens sans exception passent à des établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance. On a prétendu que ces personnes morales ne pourraient accomplir les charges ou certaines des charges imposées à leurs auteurs.

Pour les charges non cultuelles, charges charitables ou scolaires, une telle prévention serait inadmissible et il n'est venu à l'esprit de personne de la soutenir. En effet, la loi de 1905 en son article 9 dit que les biens grevés de charges non cultuelles charitables ou scolaires par exemple sont attribués à des établissements dont la destination est conforme à celle desdits biens. C'est vouloir que ces charges soient exécutées.

Il en est autrement des charges cultuelles, fondations de messes par exemple. La loi de 1905, en transmettant les biens qu'elles grevaient aux associations cultuelles avait bien manifesté l'intention de les faire exécuter. Mais on peut douter maintenant, aucune association cul-

tuelle catholique ne s'étant formée et lesdits biens passant à des établissements communaux, si cette exécution est encore possible. Une réponse négative a été donnée à cette question par un certain nombre d'auteurs et de tribunaux (1). Leur opinion est basée sur le principe de la spécialité des établissements publics. L'exécution des charges cultuelles ne rentre pas dans les attributions des établissements communaux successeurs des établissements cultuels. L'autorité compétente refuserait de les autoriser à accepter une donation à eux faite directement et qui contiendrait de telles charges. Ils ne pourront donc les exécuter.

Il est à remarquer tout d'abord que si le principe de la spécialité administrative fait refuser aux établissements publics l'autorisation d'accepter des libéralités grevées de certaines charges, l'exécution de ces charges s'impose lorsque de telles libéralités ont été régulièrement acceptées, quoique en violation de ce principe d'ordre purement administratif.

En second lieu, l'obligation pour les établissements communaux d'exécuter toutes les charges de leurs auteurs résulte suffisamment des explications données lors du vote de la loi du 2 janvier 1907, c'est-à-dire à une époque où il était acquis qu'aucune association catholique ne se formerait puisque cette loi règle juste-

1. V. notamment Blois, 12 juin 1907. R. O. D. n° 36, p. 471. --
Boulogne-sur-Mer, 27 juin 1907. R. O. D., n° 40, p. 611.

ment la dévolution des biens des anciens établissements publics à défaut d'associations cultuelles.

M. Briand, ministre des Cultes, à qui l'on demandait si les établissements communaux succéderaient aux charges, répondit en ces termes à la Chambre des députés.

« Si un nouveau texte nous fait une obligation de procéder à l'attribution des mêmes biens dès la promulgation de la loi aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance, ces biens passeront à ces établissements avec les charges qui les grèvent et ce sont les établissements eux-mêmes qui devront se charger de l'œuvre qu'aurait accompli le séquestre si le délai d'un an avait été observé. »

Voici d'autre part les explications échangées au Sénat lors du vote de la même loi : (Séance du 29 décembre 1906.)

M. GUILLIER. — Messieurs l'article 2 prévoit l'attribution des biens ecclésiastiques qui n'ont pas été réclamés par des associations cultuelles aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance, dans les conditions déterminées par l'article 9 § 1^{er} de la loi de 1905. Je voudrais appeler l'attention du Sénat sur la question des fondations dont peuvent être tenus les établissements supprimés. — L'établissement communal d'assistance ou de bienfaisance qui hérite en quelque sorte de l'établissement ecclésiastique ne recueillera évidemment les biens qu'à la charge des dettes les grevant —

c'est ce qu'a reconnu formellement tout à l'heure M. le Ministre des Cultes en réponse à une question qui lui était posée, — mais je précise. Considérera-t-on comme une dette cette fondation qui a été imposée à l'établissement cultuel ? Après la dévolution, l'établissement communal attributaire assurera-t-il les fondations ? Notamment fera-t-il dire des messes en exécution des conditions opposées (*sic*) au legs qui a été régulièrement accepté ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Bien entendu !... Messieurs, M. Guillier dit : Voilà une donation qui a été faite à un établissement public de culte avec une charge, et, précisant, il ajoute : « avec charge de dire les messes ». L'objet de la donation va passer à un établissement de bienfaisance, aux termes de l'article 2 du projet actuel et de l'article 7, si je ne me trompe, de la loi de 1905. Est-ce que cet établissement de bienfaisance aura l'obligation de faire dire des messes ? Et M. Guillier répond : Oui. Quelle autre réponse veut-il que nous fassions ?

M. GUILLIER. — Je désirerais avoir la vôtre.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Nous ne pouvons pas entrer, bien entendu, dans tous les détails que pourront provoquer de pareilles situations.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Si c'est oui, c'est bien, si c'est non, c'est mal.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — J'ai répondu : Oui... Il s'agit généralement d'une rente, d'un champ ou d'une petite maison qui ont été donnés à un établissement public du culte, à charge de faire célébrer des messes pour

le repos de l'âme du donateur ; les biens ou les titres de rente passent à un établissement de bienfaisance : la loi dit que cet établissement de bienfaisance les recueillera avec les charges ; par conséquent, l'établissement de bienfaisance devra se préoccuper de l'exécution des charges dans les limites admises par la loi... Comment sera-t-il pourvu à la célébration des messes ? Je n'en sais rien : voilà pourquoi je répète que nous ne pouvons pas entrer dans les détails à cette occasion, nous ne pouvons poser que des principes. Je ne crois pas que, dans la pratique, la solution des questions d'espèce soulève de sérieuses difficultés.

M. GUILLIER. — Messieurs, je suis très heureux d'enregistrer la réponse que vient de me faire M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est la loi qui vous répond, ce n'est pas moi !

M. GUILLIER. — Mais, quelle que soit son autorité, qu'il me permette de lui dire que je voudrais surtout avoir sur ce point précis une réponse du Gouvernement... Si le Gouvernement nous donnait cette assurance que le service des messes, notamment, sera considéré comme une charge et continué par l'établissement communal qui recueillera les biens, j'aurais encore une satisfaction plus grande que celle que m'a causée la réponse de M. le Président de la Commission.

M. LE MINISTRE DES CULTES. — J'ai déjà eu l'occasion, Messieurs, à la Chambre et ici même, hier, de m'expliquer non pas sur la question précise posée par M. Guillier, mais sur l'ensemble des questions qui peuvent se soulever par le fait

de la dévolution des patrimoines des établissements publics du Culte. J'ai dit que ces patrimoines seraient transmis aux établissements communaux, avec les charges qui les grèvent. Quelles sont exactement ces charges ? Quelle est leur nature ? De quels contrats dérivent-elles ? Je n'en sais rien. Il y a évidemment des questions d'espèce à examiner, mais il est certain qu'en règle générale nous ne pouvons pas transmettre aux établissements communaux de bienfaisance des patrimoines dépouillés des charges qui les grèvent.

.

Je puis seulement déclarer qu'en principe le patrimoine sera transmis avec les charges qui le grèvent et que, sauf impossibilité légale, les établissements qui recevront ce patrimoine seront obligés d'exécuter les obligations qui y sont attachées.

Il faut donc conclure que les charges quelconques résultant de libéralités faites aux établissements culturels devront être exécutées par les établissements communaux attributaires des biens qu'elles grèvent. Ce qui a été dit des fondations de messes, s'applique évidemment aux autres charges, notamment à celle de fournir un logement ou un traitement à certains ministres du culte.

Qu'arrivera-t-il si des charges culturelles ont été imposées à l'Etat, à un département, à une commune. Ces charges seront des charges culturelles à proprement parler ou plus fréquemment, elles auront été établies dans l'intérêt d'un ministre du culte.

On a prétendu qu'après les lois de 1905 et de 1907, les personnes morales dont nous parlons ne pouvaient exécuter de telles charges, en se basant :

1° Sur l'article 2 de la loi de 1905, qui supprime du budget de l'Etat, des départements, des communes, toutes dépenses relatives au culte ;

2° Sur la loi de 1907, qui porte que les départements et les communes reprennent la libre disposition des archevêchés, évêchés, presbytères et qui, permettant à ces personnes de louer ces immeubles aux ministres du culte, leur défend de loger gratuitement ces derniers.

Il s'agit de savoir si ces textes ont voulu simplement supprimer les obligations légales qui existaient avant la séparation à la charge des différentes personnes morales que nous venons d'énumérer, toute subvention gracieuse et volontaire au culte de leur part ou s'ils ont voulu supprimer aussi les subventions forcées résultant d'une obligation imposée à une de ces personnes par une libéralité dont elle aurait été bénéficiaire.

Les textes précités ne font en effet aucune distinction, entre ces deux situations. Faut-il en conclure que dans un cas comme dans l'autre, l'abstention de l'Etat des départements, des communes s'impose ?

Une solution contraire nous paraît devoir être admise. En effet, d'après un principe écrit dans l'article 2 du Code civil, les lois n'ont point d'effet rétroactif ; leurs dispositions ne sauraient préjudicier aux droits acquis

avant leur promulgation. Pour qu'une loi ait un effet rétroactif, il faut un texte formel.

Ce serait violer ce principe que d'adopter l'opinion que nous combattons.

Il est intéressant de voir quelle application la jurisprudence a faite de ce principe en des cas analogues. Nous verrons ensuite si le législateur de 1905 et de 1907 a prétendu défendre aux personnes morales administratives l'exécution des charges auxquelles nous avons fait allusion.

Une loi de 1886 ayant défendu aux communes d'avoir des écoles publiques congréganistes, il fallut se prononcer sur les obligations contractuelles nées avant sa promulgation à la charge de ces personnes. La question se posait de savoir si les communes pouvaient continuer à subventionner de telles écoles lorsqu'un contrat leur en avait imposé l'obligation.

La jurisprudence se montra assez indécise. Le Conseil d'Etat déclara à plusieurs reprises que depuis 1886, les communes n'avaient jamais le droit de subventionner des écoles privées par voie d'allocations inscrites à leur budget même au cas où la subvention ainsi allouée était le produit d'un don ou d'un legs antérieurement fait à la commune pour lui permettre d'entretenir l'école privée.

Les tribunaux judiciaires adoptèrent parfois la même théorie. Mais la doctrine contraire prévalut aussi dans certains cas. La Cour de cassation fut notamment ame-

née au cours d'un procès entre l'Institut des frères des écoles chrétiennes et la ville de Paris à décider que la loi de 1886 ne faisait pas obstacle à ce que les communes fournissent un local à des congréganistes lorsqu'un contrat antérieur leur en faisait une obligation et à proclamer le principe de la non-rétroactivité des lois. L'arrêt de la Cour suprême est ainsi conçu :

Attendu que les effets d'un contrat sont régis, en principe, par la loi en vigueur à l'époque où il a été passé : que, notamment, les causes de nullité ou de résolution dérivant d'une loi nouvelle ne touchent pas aux droits contractuels légalement acquis sous l'empire de la loi ancienne ; que le législateur peut, il est vrai, déroger à la règle ordinaire de la non rétroactivité en vue d'un intérêt supérieur d'ordre public ; mais que, s'il n'a pas manifesté nettement sa volonté en ce sens dans une loi nouvelle, celle-ci doit être appliquée par le juge conformément à l'article 2 du Code civil.

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes occupe la maison de la rue Oudinot, propriété de la Ville de Paris, non par suite d'une affectation administrative au service public de l'enseignement, mais en vertu d'un contrat de droit commun, qui a renouvelé en 1847 un contrat antérieur, remontant à l'année 1819 ; que par cette convention la Ville et l'Institut des Frères ont pris des engagements réciproques ; que la Ville de Paris, afin d'obtenir les avantages que le concours

de l'Institut des Frères lui promettait pour le développement de l'enseignement primaire, lui a concédé la possession de l'immeuble sus-dit pour y établir son siège principal, ainsi que son noviciat, et pour en jouir sans payer de loyer tant que l'établissement subsisterait dans les locaux concédés.

Attendu que dans cet état des faits, l'engagement que la Ville de Paris a contracté en échange des avantages généraux qu'elle assurait à ses habitants, a constitué pour l'Institut des Frères, à la date du contrat, un droit acquis ; que, cependant l'arrêt déclare le contrat résolu en se basant sur l'unique motif que la concession de jouissance dont s'agit, présenterait les caractères d'une subvention qui dure encore, et qui licite à l'origine, aurait cessé de l'être depuis la promulgation de la loi du 30 avril 1886 parce que désormais il ne serait plus permis aux communes de subventionner directement ou indirectement aucune école privée ;

Mais attendu que si cette loi, qui dans son article 2 définit les établissements publics privés, implique par la définition qu'elle donne de ces deux catégories d'établissements que désormais les communes n'auront plus la faculté d'entretenir des écoles privées, ni le texte dudit article 2 ni aucune disposition de cette loi ne rendent caducs les droits acquis en vertu de contrats qui étaient en cours d'exécution à la date de sa promulgation.

Attendu, il est vrai, que devant la Cour d'appel, la Ville de Paris avait invoqué les dispositions de l'article 17 de la même loi, aux termes duquel, dans les écoles publiques de tout ordre, l'enseignement est exclusivement confié à un

personnel laïque ; qu'elle avait soutenu que l'Institut des Frères, qui ne peut plus procurer des instituteurs publics serait maintenant dans l'impossibilité légale de lui fournir la contre-partie des engagements qu'elle avait pris par la convention litigieuse et que, par suite, cette convention devrait être résolue par application de l'article 1184 du Code civil.

Attendu que la Cour d'appel n'a pas examiné ce moyen ; qu'elle ne s'est pas expliquée sur ce point de savoir dans quelle mesure les parties contractantes avaient entendu faire participer l'Institut des Frères au service public de l'enseignement ; que l'arrêt attaqué a fondé sa décision uniquement sur l'interprétation de l'article 2 de la loi du 30 octobre 1886, auquel il a attribué un caractère rétroactif ;

« En quoi il a violé l'article 2 du Code civil ci dessus visé ;

« Casse... ; renvoie devant la Cour d'appel de Rouen (1). »

On voit donc que le principe de la non-rétroactivité des lois a une portée absolue et qu'il a été proclamé en des circonstances qui présentent avec celles dont nous nous occupons une analogie frappante. Il s'agit maintenant de savoir si les lois de 1905 et de 1907 ont prétendu y déroger. Ici encore les débats parlementaires nous éclaireront :

A la Chambre des députés, dans la séance du 13 avril 1905, M. Grousseau demandant si les charges des communes qui ont reçu des libéralités à condition de faire

1. Arrêt du 6 octobre 1899 ; *Rec. Gaz. Trib.*, 1900, t. I, 2^e partie, p. 104.

dire des messes, subsisteraient après le vote de la loi, M. Briand, rapporteur, a répondu affirmativement en présentant cette solution comme évidente.

« Si la commune, dit-il, a reçu un don avec charges elle est bien obligée de les subir, mais ainsi, elle ne subventionnera pas le culte, elle ne fera que remplir cette obligation. »

M. le ministre des Cultes ajoute :

« La commune remplit cette charge comme un héritier qui paye les dettes de la succession. »

De même, dans la séance du 13 juin 1905, M. Briand demandant à la Chambre de repousser un amendement de M. Paul Bertrand ainsi conçu « Les immeubles qui auront été donnés ou légués aux communes pour être affectés aux logements des ministres du Culte seront laissés gratuitement à la disposition des associations », invoqua ce seul motif :

« S'il s'agit d'une donation ou d'un legs fait en faveur d'une commune à charge d'affecter le bâtiment à une destination déterminée, il y aurait lieu pour le cas où cette affectation ne serait pas respectée, à ouverture au profit des intéressés d'une action en révocation du legs ou de la donation. C'est ici le droit commun même qui offre aux intéressés toute garantie.

« Nous concluons donc que les charges de pourvoir à des besoins quelconques du culte imposées par un contrat peuvent être exécutées actuellement par l'Etat, les

départements et les communes, aussi bien que par les successeurs des établissements publics.

Cette solution a été adoptée parfois par l'administration et souvent par les tribunaux judiciaires.

1° Il nous paraît intéressant de citer la délibération suivante d'un conseil municipal qui a été approuvée par le préfet.

L'an 1907, le 6 février, le conseil municipal de la commune de Villiers-sous-Prény s'est réuni... Appelé à se prononcer sur la location du presbytère, le conseil municipal a pris la délibération suivante : Considérant que le presbytère actuel a été donné en 1816 à la commune par M. l'abbé Lacretelle alors curé dudit Villiers, à la condition expresse que la commune y logerait toujours le curé ainsi qu'il appert de l'acte de donation conservé dans les archives de la mairie dûment enregistré. Le conseil municipal estime à l'unanimité qu'il doit laisser ledit presbytère à la disposition gratuite de M. le curé de Villiers et de ses successeurs. — Fait et délibéré les jours, mois, et an susdits et ont signé au registre tous les membres présents. Pour copie conforme, Le Maire : L. Perrin (1).

Vu et approuvé : Nancy, le 25 février 1907, le préfet Humbert.

2° De nombreux présidents de tribunaux saisis par des curés expulsés ou menacés d'expulsions de demandes

1. Texte officiel de la délibération publiée par la R. O. D., n° 28 p. 195.

de réintégration ou de maintiens en possession ont fait droit à leur demande dans une ordonnance de référé, ce qui semble préjuger qu'ils ont estimé que l'exécution de la charge par la commune était possible. Certains jugements s'expliquent même nettement à ce sujet (1).

Nous avons maintenant à examiner les impossibilités d'exécution qu'on a alléguées en se basant sur la nature de la charge.

Une difficulté spéciale a été soulevée en ce qui concerne les fondations de messes. On a prétendu que ces fondations ne pourraient plus être exécutées à raison de leur nature même. On a allégué qu'avant la loi de séparation l'exécution de ces charges était surveillée par le bureau des marguilliers, sorte d'organe exécutif des fabriques. Cette loi ayant supprimé les fabriques et par conséquent les bureaux de marguilliers, une telle surveillance devient impossible. C'est ce qui a été soutenu notamment dans une instruction du Directeur général de l'Enregistrement du 4 décembre 1906, n° 48.

« Parmi les charges qui grèvent les biens séquestrés et particulièrement les rentes sur l'Etat dit le texte, se

1. V. Lorient, 28 décembre 1906, R. O. D., n° 23 ; Cour de Toulouse, 30 avril 1907, R. O. D., n° 31 ; arrêt réformant une ordonnance en sens contraire de Castelsarrassin, 22 mars 1907, R. O. D., n° 31 ; Douai, 26 juin 1907, R. O. D., n° 36 ; Ussel, 4 juillet 1907 R. O. D., n° 37 ; Morlaix, 27 déc. 1907, R. O. D., n° 41 ; Abbeville, 3 déc. 1907, R. O. D., n° 49, etc.

trouvent des fondations pour messes ou services religieux.

La Fondation pieuse est un contrat dont le Conseil de fabrique devait, aux termes du décret du 30 décembre 1809, assurer l'exécution sous la surveillance du bureau des marguilliers. Par suite de la disparition de cet organe, la surveillance ne pourra plus être assurée et le séquestre, qui n'est autorisé à donner aucune somme sans savoir si elle sera appliquée réellement à l'objet en vue duquel elle a été donnée, sera mis par la force même des choses, dans l'impossibilité légale de faire exécuter la fondation. »

Cette opinion a été admise par un certain nombre de tribunaux (1) et reproduite dans des jugements. Elle ne nous semble pas fondée,

En effet : 1° Le contrat intervenu entre un prêtre et un particulier d'où résulte pour ce prêtre l'obligation de dire des messes nous semble analogue à un contrat de louages de services ou à un contrat d'entreprise. Qui oserait prétendre que l'exécution de tels contrats ne saurait être surveillée ?

2° Il est si vrai qu'un contrat de cette nature peut être exécuté sans l'intervention du bureau des marguilliers que le plus souvent sous le régime concordataire les particuliers qui voulaient faire dire des messes s'adressaient

1. V. Libourne, 8 mai 1907. *Rev. Inst. cult.*, 1907, p. 304. Avran-ches, 30 mai 1907, *ead. loc.*, p. 307.

directement à un prêtre, ce qu'ils continuent d'ailleurs à faire. ne considérant pas que la loi de séparation puisse apporter un obstacle à l'exécution de leurs volontés. En quoi le séquestre ou l'autorité communale, suivant que la charge des messes incombait à l'un des établissements supprimés ou à une commune, sont-ils empêchés de faire de même ? Qu'est-ce qui les empêche de surveiller ou de faire surveiller l'exécution des charges qu'ils ont le devoir d'assurer ?

Les charges quelconques imposées à l'une des personnes morales quelle qu'elle soit antérieurement chargée du culte peuvent donc être exécutées. Leur exécution peut être obtenue par les ayants droit au moyen d'une action spéciale. Quelles sont les conditions d'exercice de cette action ?

Au cas d'inexécution, les ayants droits pourront évidemment demander des dommages-intérêts aux termes de l'article 1142 du Code civil : « toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts au cas d'inexécution de la part du débiteur. » Dans l'hypothèse dont nous nous occupons, le débiteur est en effet tenu d'une obligation de faire ou de ne pas faire.

En outre, ils pourront demander au tribunal de condamner le débiteur récalcitrant à leur payer une somme déterminée par chaque jour, mois, ou année de retard dans l'exécution de l'obligation. C'est un système actuellement très employé dans la jurisprudence française et connu sous le nom de système des astreintes.

Les astreintes sont prononcées même dans le cas où le retard apporté à l'exécution de l'obligation ne cause aucun préjudice au créancier et simplement pour forcer le débiteur à exécuter son obligation. Elles ont ordinairement un caractère comminatoire, c'est-à-dire que la condamnation à tant par jour de retard n'est prononcée que dans le cas où le débiteur ne s'exécute pas dans le délai fixé par le tribunal.

Celui-ci augmente ou diminue le chiffre de cette condamnation suivant que la mauvaise volonté du débiteur paraît plus ou moins grande. Les juges du fond apprécient souverainement si la condamnation aux dommages-intérêts doit être considérée comme comminatoire ou définitive (1).

L'action en exécution étant une action de droit commun n'est soumise à aucune restriction quand au délai ni quant à la personne des demandeurs. Elle peut donc être intentée pendant trente ans à compter de l'inexécution et par tous les intéressés.

Ces intéressés seront, d'abord l'auteur de la libéralité et tous ses ayants cause à titre universel, c'est-à-dire ses héritiers légaux même collatéraux, ses légataires universels ou à titre universel, ses créanciers même. L'exécution pourra aussi être demandée par le tiers bénéficiaire de la charge.

1. Sur le sujet des astreintes et les pouvoirs des tribunaux. V. Cass. Civ., 6 juin 1859. S. 59. 1. 657. — Civ., 18 mars 1878. S. 78. 1. 193. — Req., 13 décembre 1886. S. 87. 1. 176.

En effet, il faut appliquer ici les principes soit de la stipulation pour autrui, soit des libéralités avec charges.

Aux termes de l'article 1119 du Code civil « on ne peut s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même. » Néanmoins l'article 1121 est venu apporter à cette règle une importante restriction en disposant « qu'on peut stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. » La jurisprudence fait couramment de ce principe des applications très importantes dont on peut tirer la théorie générale suivante (1) :

1° Le bénéficiaire de la stipulation a un droit indépendant de toute acceptation.

2° Le bénéficiaire peut être une personne future aussi bien qu'une personne actuellement existante. Le droit du bénéficiaire prend naissance au moment du contrat indépendamment de toute acceptation de sa part à ce moment là. Dans les rapports du stipulant et du tiers bénéficiaire, la stipulation pour autrui a le caractère d'une libéralité. Cependant la jurisprudence admet que ce contrat n'est pas soumis aux règles de forme qui régissent les donations. L'acceptation peut être faite par acte sous-seing privé et même tacitement ; de plus elle peut intervenir après le décès du stipulant. Elle a

1. V. Lambert : *Du contrat en faveur des tiers*, thèse Paris, 1893.

pour effet de faire rétroagir le droit du bénéficiaire jusqu'au moment du contrat.

Les principes de la stipulation pour autrui s'appliquent à tous les actes entre vifs ; ils ne s'appliquent pas au testament.

En effet, le principe écrit dans l'article 1121 que la stipulation ne peut être révoquée par son auteur qu'autant que le bénéficiaire n'a pas accepté est incompatible avec la règle de la révocabilité du testament. D'autre part les droits qu'un testament confère à ceux qui en bénéficiaient ne rétroagissent que jusqu'au jour du décès du testateur et non jusqu'au jour de sa confection. Mais la jurisprudence admet que l'article 906 du Code civil d'après lequel on ne peut recevoir par testament si l'on n'est pas au moins conçu lors du décès du testateur, n'est applicable qu'au légataire mais non au bénéficiaire de la charge dont le legs est grevé. Il suffit que le bénéficiaire soit vivant et capable au jour où il réclame l'exécution de la charge instituée en sa faveur. Les charges peuvent donc être imposées au profit de personnes indéterminées mais déterminables, de personnes futures.

Si l'on applique les principes soit de la stipulation pour autrui, soit des libéralités avec charges, aux actes contenant des charges cultuelles, on conclura que les bénéficiaires de ces charges, par exemple les curés successifs d'une paroisse, ont une action directe contre le débiteur pour en réclamer l'exécution. Cette action est

soumise aux règles que nous avons précédemment exposées. C'est ce qu'ont admis les tribunaux dans les ordonnances de référé précitées.

On a allégué que de telles donations contenant des charges au profit des curés successifs avaient été faites à la mense curiale. Il en résulterait que le droit dont nous venons de parler ne pourrait être actuellement exercé que par le séquestre représentant actuel de cette mense, que les curés n'auraient aucun droit propre et que le seul droit appartenant aux tiers serait le droit pour les auteurs ou représentants des auteurs de la libéralité, de faire révoquer cet acte.

Une réponse aussi précise ne peut à notre avis être donnée en termes aussi généraux. Il faudra dans chaque cas examiner les termes de l'acte en litige. Tantôt il en résultera que la donation a été faite à la mense curiale, tantôt aux curés successifs. On peut néanmoins poser des règles générales d'interprétation. Quand la charge est celle de fournir un logement aux curés successifs, il nous paraît exact de penser que le bénéficiaire, à raison du caractère personnel du droit stipulé, est une personne physique, c'est-à-dire le curé actuel de la paroisse et ses successeurs lorsque ; au contraire il s'agira d'une fondation de messes, il ne résultera que très exceptionnellement des termes de l'acte un droit personnel de réclamer l'exécution au profit du curé. Il faudrait pour cela qu'il ait été stipulé que les messes

ne pourront être dites que par les curés de telle paroisse déterminée.

On a prétendu également qu'après la Séparation et à défaut d'associations cultuelles la fonction de ministre du culte n'avait aucune existence légale et que ses titulaires ne pouvaient tirer de ce qu'ils l'exercent aucun droit spécial. Certains tribunaux ont admis cette thèse, d'autres l'ont rejetée, avec raison selon nous. En faveur de la persistance du caractère légal de la fonction de ministre du culte aux lois de 1905 et de 1907 on peut citer des textes formels qui sont les suivants :

1° L'article 39 de la loi de 1905 qui est ainsi conçu :

« Tout ministre d'un culte qui dans les lieux où s'exerce ce culte aura publiquement par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public sera puni d'une amende, etc. »

2° L'article 40 de la même loi.

« Pendant huit années à partir de la promulgation de la présente loi, les ministres du culte, seront inéligibles au conseil municipal dans les communes où ils exerceront *leur ministère ecclésiastique* ».

3° L'article 8 de la loi du 2 janvier 1907.

« A défaut d'associations cultuelles, les édifices affectés à l'exercice du culte, ainsi que les meubles les garnissant,

continueront, sauf désaffectation dans les cas prévus par la loi du 9 décembre 1905 à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion. »

On voit que ces textes contredisent l'assertion que nous nous attachons à combattre, ils ont été souvent visés par les décisions des tribunaux.

Enfin on peut se demander lorsque la charge imposée à une commune ou à un établissement public du culte était de loger les curés successifs ou de leur fournir des revenus, étant posé, pour les raisons que nous venons d'indiquer, que les curés ont un droit personnel d'en réclamer l'exécution, si cette faculté résulte pour eux d'un droit réel ou d'un droit de créance.

M. Magnin dans un article intitulé « Du droit des curés sur les presbytères » (1), prétend que dans ce cas les bénéficiaires de la charge sont toujours titulaires d'un droit réel d'habitation ou d'usufruit. Exposant les sanctions de ce droit, il préconise, pour en assurer le respect, le système des astreintes et celui des dommages-intérêts.

A notre avis : 1° Il n'est pas exact que le bénéficiaire de la charge soit toujours titulaire d'un droit réel, cela dépend des termes de l'acte qui crée cette charge 2° ; en second lieu dans le cas où un tel droit existe, il n'est pas sanctionné de la manière qu'indique M. Magnin.

1. R. O. D., n°s 44 et 45.

Nous étudierons plus tard, en nous occupant des droits réels qui peuvent être prétendus sur les biens culturels, dans quel cas un droit réel existe et quelles sont les conséquences de l'existence de ce droit. Nous nous bornerons à dire que dans le cas, plus fréquent selon nous, où le bénéficiaire de la charge ne peut invoquer qu'un droit de créance, il peut, comme l'auteur de l'acte lui-même, exiger du débiteur de cette charge l'exécution de son obligation, par les moyens usités quand il s'agit d'une obligation de faire ou de ne pas faire, moyens que nous avons précédemment exposés.

Lorsque les charges ne sont pas exécutées, les ayants droit peuvent opter entre deux partis. Ils ont, comme nous l'avons dit, la faculté de réclamer l'exécution et disposent pour cela de moyens de contrainte que nous avons décrits, ils peuvent aussi demander la révocation de l'acte qui crée ces charges pour inexécution.

L'action révocatoire étant une action de droit commun, nullement restreinte comme nous avons essayé de le prouver (1) par la loi de 1905, peut être intentée dans un délai de trente ans, à compter du jour de l'inexécution et par tous les ayants droit. L'auteur de l'acte en litige, ses héritiers directs ou collatéraux, son légataire universel et ses créanciers, peuvent demander la révocation. A la différence de ce que nous avons dit pour

1. V. page 31 et suiv.

l'action en exécution, le tiers bénéficiaire de la charge ne saurait néanmoins intenter l'action révocatoire qui n'est ouverte qu'à l'auteur de l'acte ou à ses représentants. Il en résulte que dans le cas où ces personnes n'existeraient plus ou resteraient inactives, il y a un grand intérêt à savoir si l'exécution des charges cultuelles est encore possible et si le tiers bénéficiaire a des chances de l'obtenir directement. C'est une question que nous avons précédemment examinée (1).

Aux demandes en révocation très nombreuses qui ont été faites devant les tribunaux pour inexécution des charges cultuelles, on a opposé certains moyens de défense sur lesquels il est nécessaire de nous arrêter.

1° Lorsque le bénéficiaire de la libéralité était l'un des anciens établissements cultuels, et que par conséquent le séquestre qui représentait cet établissement était attaqué, celui-ci alléguait que l'exécution des charges n'était que suspendue et qu'il fallait attendre pour voir s'il y avait lieu ou non à révocation, que les biens eussent été dévolus à titre définitif et que les représentants de l'établissement communal successeur de l'établissement cultuel supprimé, se fussent prononcés sur l'exécution des charges transmises.

A cela les tribunaux ont répondu avec raison qu'il importait peu que l'exécution fût temporaire ou définitive et que la simple suspension dans l'exécution don-

1. V. p. 58 et suiv

nait ouverture à l'action révocatoire. Ils ont ajouté que la révocation s'imposait spécialement dans les espèces qui leur étaient soumises, étant donnée la nature des charges. En effet, la plupart des charges cultuelles, chargées de faire dire des messes ou de fournir un logement à des ministres du culte, ont un caractère successif, c'est-à-dire qu'elles imposent au débiteur l'obligation d'accomplir certains actes périodiquement, à intervalles d'ailleurs plus ou moins éloignés. Il en résulte qu'il importe peu qu'à l'avenir ces charges soient exécutées. Dès que cette exécution est interrompue, un préjudice est causé au créancier, préjudice qui suffit à motiver la demande en révocation. C'est ce que de nombreux tribunaux se sont attachés à mettre en lumière (1).

On a aussi prétendu que l'exécution de certaines charges devait être considérée soit comme illicite, soit comme impossible. Nous avons déjà fait justice de cette prétention et montré que l'admission d'une telle théorie violerait un principe certain inscrit dans un texte formel, celui de la non-rétroactivité des lois (2).

Nous croyons bon cependant d'insister encore sur ce point pour montrer quelles seraient les conséquences de la thèse que nous combattons, si elle était admise.

La charge pourrait être considérée comme illicite

1. N. V. Gannat, 14 juin 1907. R. O. D., n° 37, p. 505. — Riom, 26 juin 1907. R. O. D., n° 37, p. 507, etc.

2. V. p. 47 et suiv.

lorsqu'elle a été imposée à un Etat, à un département, à une commune. Il en serait ainsi notamment de la charge de loger un ministre du culte ou de lui fournir un traitement. Dans ce cas, on pourrait appliquer l'article 900 qui dit que les conditions immorales, illicites, contraires aux lois et à l'ordre public quand elles sont contenues dans des actes à titre gratuit, sont réputées non écrites, ce qui veut dire que le bénéficiaire de la libéralité peut en conserver le bénéfice sans être tenu d'exécuter la charge.

Néanmoins, lorsqu'une telle charge serait la cause ou la condition impulsive et déterminante de la libéralité, ce qui devrait résulter des faits, cette libéralité pourrait être, soit rétroactivement annulée par application de l'article 1131 du Code civil : « Les obligations sans cause ou sur fausse cause ou sur cause illicite ne peuvent avoir aucun effet », soit révoquée pour inexécution des conditions. C'est ce qui a eu lieu fréquemment lors de l'application de la loi de 1886. Les tribunaux qui attribuèrent à cette loi un effet rétroactif considérèrent comme nulles ou révoquèrent un grand nombre de libéralités contenant la charge pour les communes de subventionner des écoles congréganistes. Ils considérèrent qu'elles avaient une cause illicite ou contenaient une condition dont l'exécution était devenue impossible.

La charge pourrait être considérée comme d'une exécution impossible par suite, soit de la suppression de l'établissement bénéficiaire de la libéralité, soit de la

nature de la charge à raison de la suppression du bureau des marguilliers lorsqu'il s'agit de fondations de messes. Pourrait-on considérer en ce cas que, l'impossibilité d'exécuter résultant d'une force majeure, il n'y a pas lieu à révocation ?

Nous ne le pensons pas. D'après une jurisprudence constante, l'impossibilité d'exécuter une obligation a pour effet d'empêcher que le débiteur de cette obligation puisse être condamné à des dommages-intérêts : elle n'empêche pas la révocation de l'acte d'où cette obligation dérive. L'application de cette jurisprudence a été faite à notre matière. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Narbonne du 7 août 1907 dispose :

Attendu qu'il ne saurait être question, dans l'espèce, de condition impossible, de cas de force majeure, ou de fait du prince, que les charges imposées étaient possibles et ont été remplies pendant de longues années et que les modalités juridiques résultant de la force majeure, si elles exercent leur influence sur les responsabilités des personnes, restent sans effet sur la validité ou l'inexistence d'un contrat (1).

En résumé, après avoir mis le débiteur en demeure d'exécuter les charges, les intéressés disposent de deux moyens :

1° Une action tendant à l'exécution, et pouvant être

1. R. O. D., n° 32, p. 376

intentée non seulement par l'auteur de la libéralité et ses ayants cause universels, mais aussi par le tiers bénéficiaire de la charge. Si le débiteur persiste à ne pas exécuter, des dommages-intérêts sont dus, étant posé qu'en vertu du principe de la non-rétroactivité des lois, les charges cultuelles peuvent toujours être exécutées ;

2° Une action en révocation pour inexécution des charges ouverte seulement à l'auteur de la libéralité ou à ses représentants, à l'exclusion du tiers bénéficiaire.

CHAPITRE VI

LIBÉRALITÉS IRRÉGULIÈRES

Nous entendons par libéralités irrégulières celles qui sont entachées d'un vice originel. Elles ne peuvent avoir aucun effet et sont nulles ou caduques. Trois cas nous paraissent plus intéressants à étudier à notre point de vue : la nullité pour vice de forme, la nullité pour défaut d'acceptation, la caducité pour inexistence du bénéficiaire de la libéralité.

1° On sait que les donations entre vifs sont soumises à des formes spéciales ; elles doivent être faites par acte authentique et acceptées de même. Si donc une donation entre vifs a été faite à une personne morale publique pour les besoins du culte, elle pourra être nulle parce que faite par acte sous seing privé. Il faut néanmoins remarquer que les libéralités avec charges peuvent parfois être considérées comme des actes à titre onéreux à raison de l'importance de la charge comparée à la valeur de l'objet donné. La nullité ou la validité

d'un tel acte dépendra donc de l'importance des charges qui y seront imposées et de l'appréciation que portera le juge du fond sur sa nature d'après cette base. Dans le cas où la nullité devra être prononcée, elle pourra, étant une nullité absolue, être invoquée par tous les intéressés soit par voie d'action, soit par voie d'exception.

2^o Lorsque des libéralités quelconques sont faites à des établissements publics, l'acceptation aux termes de l'article 910 du Code civil doit en être autorisée soit par décret, soit par arrêté préfectoral suivant les cas. Une libéralité faite en vue du culte serait nulle si le bénéficiaire n'avait pas été autorisé à l'accepter.

Cette nullité pourra aussi être invoquée par tous les intéressés et n'aura pas été susceptible de se couvrir par une confirmation de l'incapable auquel l'habilitation aura fait défaut puisque son incapacité subsiste toujours.

Si l'on suppose qu'une libéralité entachée d'un des vices dont nous venons de parler ait porté sur un immeuble certain et que l'objet en ait été livré à la personne bénéficiaire, on peut se demander si cette personne pourra se prétendre propriétaire de cet objet en invoquant une possession trentenaire. Nous croyons qu'une telle prétention sera inadmissible dans le cas où la libéralité contiendra des charges. En effet le fait pour le bénéficiaire d'avoir exécuté les charges, d'avoir possédé dans les conditions indiquées par l'acte en litige, aura suffi, croyons-nous, à rendre une telle possession équivoque et

à empêcher par conséquent qu'elle puisse avoir servi de base à une prescription.

Enfin pour qu'une libéralité soit valable il faut que le bénéficiaire existe au moment de l'offre s'il s'agit d'une donation entre vifs, au moment du décès du testateur, s'il s'agit d'un testament; si l'un ou l'autre de ces deux événements, suivant les cas, s'est produit après le 9 décembre 1905, date de la promulgation de la loi de séparation qui supprime les établissements publics du culte, la libéralité faite à l'un de ces établissements sera caduque. Il en sera de même d'ailleurs si à cette date la libéralité n'avait pas été acceptée ou n'avait fait l'objet que d'une acceptation provisoire émanée des représentants de l'établissement intéressé et non ratifiée par l'autorité compétente. L'acceptation ou l'autorisation d'accepter n'ont pu intervenir après le 9 décembre 1905 parce qu'après cette date le bénéficiaire n'existait plus.

La loi de 1905, en son article 3, prévoyant le fonctionnement des anciens établissements publics du culte jusqu'à l'attribution de leurs biens, se basant sur ce texte, le Conseil d'Etat, dans deux avis du 18 janvier 1906 et du 10 mai 1906 a prétendu que des libéralités faites à de tels établissements pourraient être acceptées valablement après le 9 décembre 1905. Nous croyons cette interprétation contraire à l'esprit de la loi. Si en effet, elle a conservé aux établissements supprimés une existence provisoire ce n'est que pour permettre la

liquidation de leur patrimoine. Mais il ne résulte pas de ces dispositions que celui-ci puisse être augmenté postérieurement à sa promulgation. Cela résulte de la déclaration du rapporteur de la loi (1). La Cour de cassation a également admis cette explication (2).

« On ne saurait, dit un arrêt, tirer aucun argument de l'article 3 de la nouvelle loi, qui, en autorisant les établissements dont la suppression est ordonnée à continuer provisoirement de fonctionner conformément aux dispositions qui les régissent actuellement, n'a eu pour objet que de pourvoir à l'administration des biens jusqu'à leur attribution. »

Il en résulte qu'aucune acceptation n'a pu être faite ni aucune autorisation d'accepter donnée valablement dans le cas que nous avons indiqué, après le 9 décembre 1905 et ce parce que le bénéficiaire de la libéralité non encore acceptée n'existait plus.

Les tribunaux judiciaires ont adopté cette thèse et prononcé dans plusieurs cas la caducité de libéralités pour défaut d'acceptation antérieure au 9 décembre 1905 (1).

1. J. O. Doc. parlem. Chambre, 1905, annexe, n° 2302, p. 290, col. 2. 1

2. Arrêt du 2 mars 1906. *Gaz. Trib.*, 4 avril 1906.

3. Voyez en ce sens: Besançon, 21 mars 1907, R.O.D. n° 30. — Mâcon, 17 décemb. 1907. R.O.D., n° 47. A plus forte raison ont-ils admis la caducité de legs postérieurs à la loi de séparation. Voyez Autun, 2 août 1906. R.O.D., n° 13.

CHAPITRE VII

DROITS DÉRIVANT DE CONTRATS A TITRE ONÉREUX.
— CONTRATS IMPOSANT DES OBLIGATIONS DE NATURE CULTUELLE. — CONTRATS IMPOSANT DES OBLIGATIONS D'UNE AUTRE NATURE. — DROITS DES CRÉANCIERS DES ANCIENS ÉTABLISSEMENTS CULTUELS.

Les tiers pourront prétendre des droits à l'égard des anciens biens cultuels en invoquant non plus des libéralités mais des actes à titre onéreux. Ces contrats seront purs et simples ou affectés d'une condition. Ils imposeront à la personne morale débitrice des obligations cultuelles ou des obligations d'une autre nature. Dans le premier cas, la charge de pourvoir à l'un des besoins du culte constituera pour elle soit l'obligation principale, soit une condition du contrat qu'elle aura passé avec le tiers demandeur.

C'est ainsi que l'obligation de faire dire des messes ou de loger des ministres du culte pourra avoir été imposée par un contrat synallagmatique et à titre d'obligation principale. Suivant une opinion, les donations avec charges doivent toujours être considérées comme des contrats à titre onéreux ; l'obligation du débiteur de la

charge paraît compenser, aux yeux de ceux qui la professent, les avantages retirés par lui du contrat. Nous avons dit (1), à propos des donations nulles en la forme, que pour apprécier la nature de contrats de ce genre il fallait établir une comparaison entre les obligations de chacune des deux parties et nous avons indiqué que lorsque, à raison de l'équivalence de ces obligations, une donation imposant des charges cultuelles pouvait être considérée comme un contrat à titre onéreux, ce contrat ne pouvait être déclaré nul par défaut de formes, même s'il avait été fait par acte sous seing privé.

Les droits résultant pour les tiers de tels contrats sont à peu près les mêmes que ceux que nous avons exposés à propos des donations avec charges. Ils pourront demander l'exécution soit de l'obligation principale, soit de la condition mise à la charge de leur débiteur.

L'impossibilité d'exécuter certaines obligations soit à raison de leur nature, soit à raison de la personnalité du débiteur doit être ici également déniée. A défaut d'exécution les ayants-droit pourront donc réclamer des dommages-intérêts et ces ayants-droit seront aussi bien la personne qui aura contracté avec le débiteur ou ses représentants que le tiers bénéficiaire de la charge en vertu des règles de la stipulation pour autrui. L'inexécution permettra aussi aux intéressés de demander non la révocation de l'acte mais sa résolution aux termes de

1. V. pages 69 et 70.

l'article 1183 et 1184 du Code civil et cette résolution ne pourra pas être demandée par le tiers bénéficiaire.

Nous devons signaler une différence entre les donations et les actes à titre onéreux au point de vue des conséquences possibles de l'adoption de la théorie qui veut que certaines obligations ne puissent être exécutées après la loi de séparation. Lorsque par exemple un contrat à titre onéreux contenant la condition de faire dire des messes ou de payer un ministre du culte aura été passé avec l'État, un département, une commune, si la condition imposée à une de ces personnes morales publiques est considérée comme étant devenue rétroactivement illicite, on ne pourra en aucun cas réputer cette condition comme non écrite par application de l'article 900 qui ne s'applique qu'aux libéralités : on devra estimer que cette condition annule le contrat où elle est contenue par application de l'article 1172 du Code civil.

Les contrats passés par les particuliers avec l'une des personnes morales qui assumaient les charges du culte avant la Séparation pourront ne contenir aucune obligation ni aucune condition de subvenir à l'un des besoins du culte. Pourvu qu'ils aient été passés régulièrement, ces contrats devront être exécutés après la loi de séparation comme avant. A défaut d'exécution, les tiers contractants pourront demander la résolution du contrat (art. 1184 du Code civil). Ces contrats ne nous paraissent motiver aucun développement particulier car

ils sont soumis au droit commun. Il y a cependant un point à exposer, au sujet duquel la loi de 1905 a posé des règles spéciales, nous voulons parler du paiement des dettes des anciens établissements publics du culte des droits des créanciers de ces établissements.

La loi de 1905 en son article 6 et le règlement d'administration publique du 16 mars 1906, articles 17, 18 et 19, ont prévu cette hypothèse et réglé la façon dont seraient payés les créanciers des anciens établissements cultuels lorsqu'aucune association cultuelle ne se serait formée. Nous savons que les biens dont ces établissements étaient propriétaires sont divisés par la loi de 1905 en deux catégories d'après leur origine.

Les premiers proviennent de l'État et lui font retour.

Les autres ne provenant pas de l'État sont dévolus à des établissements communaux.

Il était donc logique que l'État d'une part, les établissements communaux de l'autre supportassent les dettes afférentes aux dits biens. C'est en effet cette solution qu'a adoptée la loi de 1905 complétée à ce point de vue par le décret de 1906. Ces deux textes ont organisé pour la garantie des créanciers un système assez compliqué que nous allons exposer.

Des textes qui organisent ce système et *que nous venons d'indiquer* on peut tirer les principes suivants :

1° L'État d'une part, les établissements communaux attributaires des biens des anciens établissements cul-

tuels de l'autre, sont responsables des dettes de ces établissements.

C'est ce que dit l'article 18 du décret du 16 mars 1906 qui dispose que dans le cas où aucune association culturelle n'est formée, les biens placés sous séquestre et le revenu des biens devant faire retour à l'État servent au paiement des dettes de l'établissement supprimé.

2° L'État et les établissements communaux ne sont tenus que dans les limites de leur émolument. En effet, il résulte de la loi de 1905 aussi bien que du décret de 1906 que ce sont les biens eux-mêmes qui répondent des dettes. Les successeurs des établissements supprimés ne sont que des successeurs aux biens ; ils ne se succèdent pas à la personne de ces établissements. Il y a, jusqu'à l'entier paiement des dettes, une séparation de leur patrimoine et de celui de leurs auteurs.

3° Les biens attribués aux établissements communaux sont affectés au paiement des dettes tant en capital qu'en revenu. Le revenu seul de ceux qui font retour à l'État reçoit la même affectation.

La rédaction de l'article 6 § 2 de la loi de 1905 pourrait laisser planer une équivoque à ce sujet, on pourrait douter d'après ce texte que le capital des biens dévolus aux établissements communaux réponde du paiement des dettes. Il affecte, en effet, le revenu global desdits biens (biens des établissements supprimés) à cette destination. Cela doit s'entendre seulement des biens qui font retour à l'État. Cela résulte tant des

explications échangées à la Chambre entre le rapporteur et M. Ribot (Séance du 17 mai 1905, *Journal officiel* du 18 mai) que du décret du 16 mars 1906 et de la rédaction de son article 18 précité.

4° L'État et les établissements communaux sont tenus principalement des dettes afférentes aux biens auxquels ils succèdent de part et d'autre. L'État est en outre tenu subsidiairement des dettes afférentes aux biens dévolus aux établissements communaux en cas d'insuffisance de ces biens.

C'est le revenu global des biens devant faire retour à l'État qui est destiné à suppléer à cette insuffisance. A cet effet, il est ouvert un compte spécial dans les écritures du Trésor où sont portés 1° les revenus nets de l'ensemble de ces biens, 2° les arrérages des rentes sur l'État acquises en emploi du produit net de la vente desdits biens (article 19 du décret du 16 mars 1906).

En résumé, l'individualité de chacun des établissements supprimés subsiste jusqu'à un certain point lorsqu'il s'agit du paiement de ses dettes. Les successeurs paieront ces dettes, les établissements communaux à l'aide du capital et du revenu de ceux de ces biens auxquels ils succèdent, l'État sur le revenu de ceux de ces biens qui lui font retour. Dans le cas où les biens dévolus à un établissement communal ne seraient pas suffisants pour payer les dettes de son auteur, l'État suppléerait à cette insuffisance par un prélèvement sur le fonds

commun formé par le revenu global des biens qui lui font retour (1).

Il résulte de cette interprétation qui est celle qui a été donnée lors du vote de la loi que les titulaires des créances portant sur les biens d'un établissement donné qui font retour à l'Etat ont un droit de préférence sur le revenu de ces biens vis-à-vis des créanciers de chacun des autres établissements.

On peut se demander pourquoi le revenu seul, soit des biens d'un établissement donné, soit des biens de l'ensemble des établissements qui font retour à l'Etat, est affecté au paiement des dettes. Cette question a, en effet, été posée à la Chambre et au Sénat, il y a été répondu qu'avec le système organisé par la loi les revenus suffiraient amplement à désintéresser les créanciers (2.)

Voilà donc quel gage est réservé aux créanciers des établissements culturels. Une question est maintenant à examiner. — Comment pourront-ils exercer leurs droits? Les biens qui forment leur gage sont actuellement sous séquestre. Doivent-ils être conservés en nature tant que durera cette situation? Le séquestre ne pourra-t-il pas payer les dettes qui grèvent ces biens? Ne pourront-ils être ni vendus ni saisis? En d'autres termes, quels sont

1. V. Instrûct. de l'Enr. n° 3197.

2. Chambre, Rép. de M. Briand, Séance des 17 et 18 mai 1905. — Sénat, Rép. de M. le minis. des Cultes, S. du 24 nov. 1905.

les pouvoirs du séquestre relativement au paiement des dettes ?

Ils sont exposés dans une instruction de l'enregistrement du 4 décembre 1906 (3). Voici en quels termes elle pose les règles relatives à la question qui nous occupe :

Les biens séquestrés conservent entre les mains de l'Administration au regard des tiers le caractère de biens particuliers. Ainsi les créanciers ou les débiteurs de l'établissement supprimé ne sont pas créanciers ou débiteurs de l'Etat ; les tribunaux ordinaires sont compétents pour statuer sur leurs réclamations ou sur celles qui leur sont adressées par le séquestre, les prescriptions de droit commun, à l'exclusion de la déchéance quinquennale sont applicables à leurs créances ; elles s'appliquent également à leurs dettes.

Après avoir cité les articles 17 et 18 du décret du 16 mars qui sont relatifs au paiement des dettes, notre texte ajoute :

Ces dispositions impliquent l'obligation pour l'Administration des Domaines chargée du séquestre, d'acquitter les dettes de l'établissement supprimé à concurrence de la valeur des biens séquestrés et par suite la faculté d'aliéner ces biens pour faire face au paiement du passif. (Comparer Décl. min. Chambre 9 nov. 1906. *J. off.* du 10, p. 2641).

3. Instr. de l'Enreg. n° 3198.

Le séquestre ne forme pas obstacle aux poursuites que les créanciers de l'établissement supprimé jugeraient à propos d'exercer sur les biens séquestrés.

L'instruction indique ensuite aux agents de l'administration comment ils devront procéder en cas de saisie et de vente des biens séquestrés et leur prescrit de prendre des mesures pour que le prix soit distribué entre les créanciers.

Dans l'hypothèse dont nous nous occupons, les droits des créanciers restent donc entiers et tels qu'ils étaient avant la loi de séparation.

Il en résulte que ces tiers pourront poursuivre le paiement de dettes relatives aux biens attribués aux établissements communaux, ou aux biens qui font retour à l'Etat par tous les moyens de droit commun et devant les tribunaux judiciaires, et qu'au cas de vente par saisie de l'un de ces biens, la distribution du prix aura lieu entre les créanciers soit par ordre, soit par contribution suivant les circonstances.

Il en sera autrement lorsque les créanciers d'un établissement donné, au cas d'insuffisance des biens de cet établissement s'adresseraient à l'Etat et demanderaient à être payés sur le fond commun, sur le revenu global des biens qui lui font retour.

En effet, aux termes de l'article 19 paragraphes 5 et 6, du règlement d'administration publique précité tout d'abord aucune instance en justice ne peut tendre à ce

but, la demande du créancier doit être adressée avec justifications à l'appui au ministre des finances, et c'est le ministre qui arrête l'état des dettes payables sur le fond commun. En second lieu, si les ressources de ce fond sont insuffisantes pour acquitter le passif admis, elles sont réparties entre les créanciers au prorata du montant respectif des sommes qui leur sont dues. Enfin la demande doit être faite au ministre dans un délai de deux ans à compter de la suppression des établissements.

Une triple différence distingue donc cette hypothèse de celle que nous avons précédemment envisagée.

1° Aucun tribunal ne peut ordonner le paiement des créanciers impétrants. C'est le ministre des finances qui décide de l'admission de chacun d'eux.

2° La demande doit être formée dans un délai assez bref.

3° La distribution des sommes disponibles entre les créanciers aura toujours lieu par contribution. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires n'auront aucun droit de préférence.

C'est que ce mode de paiement sur le fonds commun ne devait pas être nécessairement organisé au bénéfice des créanciers des établissements supprimés. Il constitue une mesure de faveur basée plutôt sur des considérations d'équité que sur des droits positifs et acquis.

Si l'Etat s'est considéré comme obligé de suppléer à l'insuffisance des biens des établissements supprimés,

c'est que, comme il a été dit dans les débats parlementaires, il a estimé que le fait que cette suppression venait de lui lui en faisait un *devoir* ; le législateur a donc donné une sanction positive à ce qui n'était qu'une obligation morale de l'Etat. Les créanciers des établissements supprimés avaient pour gage non seulement les biens de ces établissements mais l'ensemble de leurs ressources. Ces ressources, le fait du prince les a fait disparaître ou les a diminuées. C'est pour compenser cette moins-value que son fait imposait au gage des créanciers que l'Etat s'est constitué pour ainsi dire comme la caution des établissements disparus.

Mais d'un autre côté, les créanciers de chacun de ces établissements n'avaient droit qu'aux biens et qu'aux ressources de leur seul débiteur. Sur les biens des autres établissements dont le revenu global leur est une garantie subsidiaire, ils ne pouvaient prétendre à aucun droit. C'est ce qui explique que le législateur, tout en faisant contribuer ce revenu global au paiement de leurs créances, ne leur ait accordé aucune action en justice pour parvenir à un tel paiement, c'est ce qui explique surtout qu'au cas où les sommes disponibles seraient insuffisantes, ils doivent être payés au prorata des sommes à eux dues et que ceux d'entre eux dont les créances étaient privilégiées ou hypothécaires ne soient pas favorisés. Leurs privilèges ou leurs hypothèques portaient en effet sur les biens de l'établissement qui était leur débiteur ; ils ne sauraient avoir d'effet quant aux biens des autres établissements.

CHAPITRE VIII

DROITS NE DÉRIVANT D'AUCUN CONTRAT. — ACTION EN REVENDICATION DE DROIT COMMUN

Des particuliers pourront, sans avoir passé aucun contrat avec l'une des personnes qui assumaient les charges du culte sous le régime concordataire, prétendre des droits sur d'anciens biens cultuels. Ces particuliers se prétendront titulaires sur un de ces biens soit d'un droit de propriété, soit d'un autre droit réel et chercheront à en recouvrer la possession par le moyen de l'action en revendication.

Ici encore nous devons distinguer entre les biens affectés au culte avant le Concordat et ceux qui n'existent que depuis. Au sujet des premiers, aucune action en revendication ne saurait aboutir, il en est autrement des seconds.

1^o Biens antérieurs au Concordat

On peut les diviser en deux catégories :

a) Les biens qui appartiennent à l'un des anciens établissements cultuels et qui proviennent de l'Etat.

D'après les indications de l'instruction 3177 du directeur général de l'enregistrement, on doit considérer comme provenant de l'Etat tous les biens déclarés propriétés nationales par les lois de l'époque révolutionnaire et détenus par les établissements ecclésiastiques soit parce qu'ils leur avaient été restitués ou régulièrement attribués, soit parce qu'ils n'en avaient jamais perdu la possession. C'est ainsi que rentrent dans cette catégorie pour les fabriques les biens suivants :

1° Biens restitués en vertu de l'arrêté du gouvernement du 7 thermidor an XI ;

2° Rentes restituées en vertu du même arrêté ;

3° Biens cédés au domaine, dont les fabriques ont été mises en possession ;

4° Rentes cédées au domaine, dont les fabriques ont été mises en possession.

b) Quant aux autres biens antérieurs au Concordat, ce sont ceux dont les établissements publics du culte n'avaient que la jouissance et qui appartenaient à l'Etat, aux départements ou aux communes, notamment les édifices mis à la disposition de la nation pendant la période révolutionnaire et qui, en vertu de la loi de germinal an X, servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, archevêchés, évêchés, presbytères), ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été remis au culte.

Nous avons déjà dit (1) à propos des donations que ces biens avaient été considérés par le législateur de 1905 comme régulièrement et pleinement acquis à la nation à l'époque révolutionnaire. C'est pourquoi la loi de séparation proclame la propriété de l'Etat, des départements, des communes sur les uns et ordonne le retour des autres à l'Etat. Aucune des deux catégories ne saurait être revendiquée par des particuliers.

2° *Biens culturels postérieurs au Concordat.* — La propriété de ces biens pourra en certains cas être revendiquée. Les uns sont présumés appartenir à l'Etat : ce sont les cathédrales, archevêchés, évêchés et séminaires, d'autres aux communes comme les églises et les presbytères. Il se peut néanmoins que l'un de ces biens appartienne soit à l'un des anciens établissements culturels, soit à des particuliers.

Pour les meubles, ceux garnissant les églises sont présumés appartenir aux fabriques ; quant à ceux que contenaient les locaux affectés au logement des ministres du culte, ils n'appartiennent qu'exceptionnellement au propriétaire de l'immeuble (Etat ou commune) ou à la mense épiscopale et curiale.

L'administration de l'enregistrement (I. 3197) reconnaît que la plupart du temps ils appartiendront au ministre du culte lui-même. Les différentes présomptions que nous venons de poser ne sont que des présomptions de fait ; elles répondent à la réalité dans la majorité des

1. V. notre chapitre III.

cas, mais sont susceptibles d'être détruites par la preuve contraire.

Il est donc loisible aux particuliers de revendiquer la propriété soit d'immeubles, soit de meubles culturels à condition qu'ils soient postérieurs au Concordat. Ils le feront par la voie de l'action en revendication, action de droit commun dont nous nous bornerons à rappeler les principes.

Le tiers qui se prétendra propriétaire d'un des anciens biens culturels devra soit exhiber un titre d'où résulte sa propriété, soit prouver qu'il a possédé le bien en litige pendant plus de trente ans avant le possesseur actuel. De son côté, celui-ci pourra lui opposer la prescription trentenaire.

S'il s'agit d'un immeuble postérieur au Concordat, il sera présumé appartenir au propriétaire du terrain sur lequel il a été bâti. Si une personne autre que le propriétaire du terrain prouve qu'elle a élevé les constructions, il y aura lieu à un règlement de compte et à l'application des principes de l'article 555 du Code civil.

Si un particulier veut revendiquer un meuble, il devra pour ne pas être débouté de sa demande prouver, soit qu'il avait confié ce meuble à son possesseur actuel, soit que le meuble lui a été volé ou qu'il l'a perdu auquel cas il pourra le revendiquer même entre les mains du tiers détenteur.

Des tiers pourront également se prétendre titulaires non plus de la propriété, mais d'un autre droit réel sur

l'un des anciens biens culturels. L'hypothèse qui nous paraît devoir se présenter le plus souvent en pratique sera celle d'un droit d'usufruit d'usage ou d'habitation résultant au profit de ministres du culte d'une donation faite soit à une commune, soit à un ancien établissement public du culte. Nous avons déjà établi, en parlant des donations que le ministre du culte bénéficiaire d'une telle charge avait le droit d'en exiger directement l'exécution. Nous avons dit également que de tels actes avaient pour effet de créer tantôt un droit réel au profit du tiers bénéficiaire, tantôt une simple obligation à la charge de la commune suivant les termes de l'acte. Il nous reste à déterminer les moyens dont le tiers bénéficiaire disposera pour défendre son droit lorsqu'il sera titulaire d'un droit réel.

A notre avis, il ne pourra pas exercer, comme on l'a dit, les actions tendant à obtenir l'exécution d'une obligation de faire, mais il pourra se faire maintenir ou remettre en possession :

1° Soit par le moyen des actions possessoires en complainte ou en réintégrande basées sur la possession annale de l'immeuble en litige, possession qui, en l'espèce, ne sera ni équivoque ni précaire. On ne pourra en effet objecter au demandeur qu'il a possédé pour le compte ou avec la permission d'autrui, qu'il n'a été que simple détenteur. Cette objection pourrait, au contraire, lui être faite au cas où il jouirait de l'immeuble par suite d'une obligation de faire mise à la charge du proprié-

taire de l'immeuble. Sa situation serait en effet analogue en ce cas à celle d'un locataire.

2° Soit par le moyen d'une action en revendication de son droit basée sur ce droit lui-même et sur son titre.

3° Au cas où il serait en fait privé de la possession de l'immeuble il pourra bien demander des dommages-intérêts mais son droit ne sera pas basé, à notre avis, sur les articles 1146 et suivants du Code civil qui parlent des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations, mais sur l'article 1382 du même Code.

Si une donation faite à une commune à charge de loger les curés successifs était considérée comme ayant établi un droit réel au profit des tiers bénéficiaires, il en résulterait cette conséquence très importante qu'alors même qu'on croirait que les obligations de loger des ministres du culte ne peuvent plus être exécutées par les communes, le droit du curé actuel ne serait pas atteint. Celui-ci se trouverait en quelque sorte copropriétaire avec la commune de l'immeuble grevé de la charge et la seule façon pour la commune de le priver légalement de son droit serait de racheter celui-ci.

CHAPITRE IX

QUESTIONS DE PROCÉDURE CONTRE QUI ET DEVANT QUELS TRIBUNAUX LES ACTIONS OUVERTES AUX TIERS DOIVENT-ELLES ÊTRE EXERCÉES?

Nous avons vu jusqu'ici quelles différentes actions les tiers peuvent intenter au sujet des biens cultuels. Il nous reste maintenant à examiner contre qui et devant quels tribunaux ces actions doivent être exercées.

Il importe de faire une distinction à ce point de vue entre les actions ayant trait aux biens appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et celles ayant trait aux biens des anciens établissements cultuels. Dans le premier cas on appliquera le droit commun, dans le second, il est nécessaire de poser des règles spéciales.

Si le bien en litige appartient à l'Etat, l'action devra être dirigée contre le préfet s'il s'agit d'une action immobilière telle qu'une action en revendication ou en résolution portant sur un immeuble (art. 69 du Code de

procédure civile) contre l'agent judiciaire du Trésor, employé supérieur du ministère des Finances, chargé de représenter le Trésor public dans toutes ses actions actives et passives, s'il s'agit d'actions mobilières c'est-à-dire d'actions en paiement des dettes de l'Etat (Dalloz 79 V° Trésor public 777.)

Si l'action est intentée contre une commune, elle devra être dirigée contre le maire qui la représente en justice (Loi du 5 avril 1884 art. 90 § 8, Code de pr. civ., art. 69 § 5).

Si elle est intentée contre le département, l'assignation doit être adressée au préfet. Loi du 10 août 1871 article 54.

Lorsque l'action aura trait aux biens d'un des anciens établissements supprimés, on devra appliquer d'autres règles que nous allons exposer :

Nous rappelons que ces biens sont actuellement sous séquestre ; ils ont été confiés à l'administration des domaines qui est chargée de leur gestion et de leur conservation. On peut, on s'en souvient, les diviser en deux catégories : 1° Biens ne provenant pas de l'Etat ; 2° Biens provenant de l'Etat et qui lui font retour. Nous nous occuperons tout d'abord de la première.

Au sujet des biens de cette catégorie, la question suivante se pose : L'administration des domaines est-elle compétente pour défendre aux actions qui seraient intentées à leur sujet, ou doit-on attendre, pour que ces

actions puissent avoir leur effet, l'attribution définitive de ces biens ?

Une controverse s'est élevée sur cette question : D'après une opinion, l'administration, simple gardienne des biens des anciens établissements culturels et ne représentant pas ces établissements, n'aurait point qualité pour défendre aux actions dont nous parlons. Nous trouvons cette opinion exposée dans un jugement du tribunal d'Angoulême du 11 décembre 1906 ; il est à remarquer qu'à cette époque, les fabriques existaient encore et que l'action dont il s'agissait était dirigée contre une fabrique. Le tribunal en déboutant les demandeurs prétend incidemment que lorsque le séquestre aura pris possession des biens en litige, il n'aura aucune qualité pour ester en justice dans les procès occasionnés par ces biens.

D'après une seconde opinion, il résulte des textes qui organisent les pouvoirs du séquestre que celui-ci a pleine qualité pour représenter en justice les biens dont il a la garde tant en demande qu'en défense. Cette opinion a été adoptée par un grand nombre d'auteurs et de tribunaux (1).

Elle nous paraît en effet découler logiquement des textes qu'elle invoque.

Le décret du 16 mars 1906 en son article 8 confiait le soin de déterminer les pouvoirs du séquestre au minis-

1. Rivet, *op. cit.*, p. 114 et suiv. et les références indiquées par lui.

tre des Finances qui devait prendre un arrêté à ce sujet. Cet arrêté intervenu le 1^{er} décembre 1906 dispose, article 1^{er}, § 2 :

« Ces biens seront conservés et gérés conformément aux principes de droit commun applicables à la gestion des biens des absents et d'après les principes de la législation domaniale. »

Ces règles et ces principes seront rappelés dans une instruction de l'administration des domaines qui sera soumise à notre approbation.

Les règles concernant les biens des absents sont exposées dans l'article 64 du Code civil qui est ainsi conçu : « Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été envoyés en possession des biens et qui en auront l'administration légale. »

On voit que, d'après ce texte, les possesseurs provisoires, les administrateurs des biens des absents, ont qualité pour ester en justice au sujet de ces biens. Il en est de même, pour les biens ecclésiastiques, de l'administration des domaines qui les détient et les administre provisoirement.

C'est en effet l'interprétation qui a été admise par l'instruction 3198 de l'enregistrement prévue par l'arrêté ministériel précité et approuvée par le ministre des finances. On y lit (art. 41).

« L'administration n'a pas seulement pour mission de gérer les biens de l'établissement supprimé, elle a, en outre, qualité pour représenter les ayants droit éventuels de cet établissement dans toute instance civile où leurs intérêts sont engagés.

D'après les textes qui organisent les pouvoirs du séquestre, celui-ci est l'administration prise en corps et non le receveur de la situation des biens ou le directeur départemental de l'enregistrement. Ceux-ci ne sont que des préposés du directeur général qui seul a qualité pour représenter l'administration. Néanmoins, l'exploit d'ajournement pourra être signifié à l'un des préposés conformément à l'article 69 du Code de procédure civile d'après lequel seront assignés. . . « 3° Les administrations ou établissements publics en leurs bureaux dans le lieu où réside le siège de l'administration ; dans les autres lieux, en la personne et au bureau de leur préposé...

On s'est demandé, si en même temps que l'administration le préfet devait être mis en cause. On a soutenu l'affirmative en se basant sur le texte de l'arrêté du 1^{er} mars 1906 qui prescrit l'application des principes de la législation domaniale. On a prétendu qu'il fallait s'en référer à l'article 69, § 1 du Code de procédure civile d'après lequel le préfet doit être assigné lorsqu'il s'agit de domaines et des droits domaniaux. A l'appui de cette thèse on allègue deux arrêts, l'un de Paris du

25 novembre 1904 (1), et d'Amiens du 12 mars 1901 (2), concernant deux successions en déshérence attribuées à l'Etat et d'après lesquels le préfet devait être mis en cause.

Cette opinion nous paraît erronée :

1° Elle fait une fausse application des principes de la législation domaniale.

2° Elle s'opposerait à celle des règles des biens des absents également prescrite en notre matière par l'arrêté ministériel.

1° D'après les principes de la législation domaniale, le préfet doit être mis en cause seulement au sujet des biens sur lesquels l'Etat a un droit de propriété actuel ou tout au moins éventuel. Alors le préfet intervient même lorsque l'administration des domaines a la gestion des biens en litige. Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'il s'agit de biens d'une succession vacante qui doivent être attribués à l'Etat. Dans tous les autres cas, le préfet ne saurait être mis en cause. Or les biens dont il s'agit ici ne sont pas des propriétés de l'Etat et ne sont pas destinés à le devenir puisqu'ils doivent être attribués à des établissements communaux.

C'est en application de ce principe que l'administration de l'enregistrement, dans une circulaire du 5 septembre 1907, donne les instructions suivantes à ses agents :

1. D. P. 1904. 2. 318.

2. *Journal de l'Enregistrement* n^o, 26, p. 188

« Le domaine constitué séquestre des biens ecclésiastiques, remplit en cette circonstance une mission toute spéciale qui n'a aucun rapport avec la gestion des biens de l'Etat.

« Par conséquent, la règle d'après laquelle c'est le préfet qui représente l'Etat dans les instances domaniales, n'est d'aucune application en ce qui concerne le séquestre organisé par la loi du 9 décembre 1905 et le décret réglementaire du 16 mars suivant. En cette matière, c'est le directeur général qui agit au nom de l'administration, c'est à lui seul, dès lors, que les assignations doivent être délivrées...

• • • • •

« Certaines parties ont été jusqu'à assigner simultanément le préfet, le directeur général de l'enregistrement et le receveur séquestre. Il y a là évidemment un abus d'actes de procédure, et les frais frustratoires qui en résultent doivent, quelle que soit l'issue de l'instance, rester à la charge du demandeur qui les a exposés. »

La jurisprudence a adopté la même solution, c'est ainsi que d'après un jugement du tribunal d'Alençon du 25 juin 1907 (1) :

« Si le préfet a le droit exclusif de représenter l'Etat dans les instances domaniales, il ne s'agit pas, dans l'affaire actuelle, de biens ayant appartenu à l'Etat, ni qui doivent lui faire retour ; la présence du préfet dans l'instance n'était donc pas justifiée. »

1. R. O. D., n° 41, p. 634.

De même un jugement du tribunal de Bourges du 13 juin 1907 (1) est ainsi motivé :

« Attendu que le préfet réclame sa mise hors de cause...
Attendu que cette exception paraît fondée ; qu'il résulte tant de la loi précitée de 1905 que de l'article 3 de la loi du 2 janvier 1907, que les biens des établissements ecclésiastiques supprimés ne sont point entrés dans le domaine de l'Etat ; qu'ils sont aux termes de l'arrêté pris par le ministre des Finances le 1^{er} décembre 1906, en exécution de l'article 8 du décret du 16 mars 1906, provisoirement conservés et gérés par l'administration des domaines comme biens d'absents et d'après les principes de la législation domaniale.

« Qu'ainsi l'administration des domaines peut seule défendre aux actions relatives à ces biens. »

On voit que la jurisprudence se base pour écarter l'intervention des préfets aussi bien sur les principes de la législation domaniale que sur les règles relatives aux biens des absents. Nous avons déjà exposé ces règles. (3)

Il est à remarquer, l'article 475 du Code d'instruction criminelle prescrivant que les biens du contumax condamné soient régis comme biens d'absents ; que d'une part, dans les instances relatives aux biens des contumax les tribunaux mettent habituellement les préfets hors de cause (3) ; que d'autre part l'administration a

1. R. O. D., n° 34, p. 410.

2. V. Bourges, 1^{er} août 1898 et Cass. 1^{er} juillet 1902, *Journ. de l'Enr.*, janv. 1903, n° 26, p. 418.

3. V. p. 93.

reproduit pour les biens ecclésiastiques dans son instruction 3198 les règles qu'elle avait posées pour les biens des contumax dans son instruction 2587.

Biens ecclésiastiques qui font retour à l'Etat. — Ces biens sont comme ceux dont nous venons, de nous occuper gérés par l'Administration des Domaines qui en est le séquestre.

Par application des principes que nous avons précédemment posés au sujet des biens sur lesquels l'Etat a un droit éventuel de propriété, tels que ceux dépendant d'une succession vacante, les instances dont sont l'objet les biens qui font retour à l'Etat paraissent nécessiter l'intervention du préfet.

C'est ce qui est affirmé par l'instruction de l'enregistrement 3197 relative à cette dernière catégorie de biens qui dispose :

« A défaut d'accord avec les représentants légaux de l'établissement ecclésiastique ou des associations et établissements attributaires, la demande en revendication devra être portée devant les tribunaux judiciaires. L'instance sera préparée et suivie conformément aux règles établies pour les actions concernant la propriété des *biens domaniaux* par le règlement du 3 juillet 1834 et l'ordonnance du 6 mai 1838.

En résumé, lorsqu'il s'agit de biens que les établissements publics du culte détiennent à titre de propriétaires, si ces biens doivent être attribués à des établisse-

ments communaux, les instances y relatives doivent être dirigées contre le directeur général de l'enregistrement et les pièces peuvent être notifiées à ses préposés ; si ces biens font retour à l'Etat, le préfet doit être mis en cause.

Toutes les actions dont nous avons parlé devront être portées devant les tribunaux judiciaires, qu'elles aient trait aux biens de l'Etat, des départements, des communes ou à ceux des anciens établissements publics du culte.

En effet, les tribunaux judiciaires sont les tribunaux de droit commun, les tribunaux administratifs constituent une juridiction d'exception. La compétence judiciaire est donc de principe et pour qu'une catégorie de litiges lui soit soustraite, il faut que cette solution soit imposée par un texte formel. Ce texte n'existe pas en la matière dont nous nous occupons. Les tribunaux civils seront donc compétents et pourront connaître de toutes les actions que nous avons reconnues au profit des tiers.

C'est d'ailleurs ce qu'admet l'administration de l'Enregistrement dans sa circulaire 3198, chapitre II :

« Les biens séquestrés, y est-il dit, conservent entre les mains de l'administration au regard des tiers le caractère de biens particuliers... les tribunaux ordinaires sont compétents pour statuer sur leurs réclamations. »

De même dans ses conclusions prises devant le tribu-

nal des conflits le 20 avril 1907, le commissaire du gouvernement s'exprimait en ces termes :

« Mais est-ce que, quant aux biens eux-mêmes, quant aux droits et aux obligations dérivant de la propriété, quant aux contrats de droit civil dont ces biens ont fait ou sont susceptibles de faire l'objet, il y a quelque chose de changé parce qu'ils sont administrés par un séquestre d'Etat en attendant que la propriété de ces biens, qui appartenait à des établissements autorisés, et ayant la personnalité civile, soit transférée à d'autres établissements également autorisés et ayant également la personnalité civile ?

« Est-ce que ces biens ont changé de nature ?

« Est-ce que les contrats qui les régissent ont cessé d'être des contrats de droit civil ?

« Pourquoi, dès lors, pour l'exercice des actions soit actives, à exercer par le séquestre contre les tiers, soit passives, à exercer contre lui par les tiers, à l'occasion de la propriété de ces biens ou des contrats qui les régissent, la compétence serait-elle modifiée ?

« Pourquoi, pendant cette période transitoire du séquestre, la compétence deviendrait-elle administrative, pour redevenir judiciaire une fois que l'attribution définitive serait faite par décret ?

« Cela ne peut pas se comprendre.

« Cela n'est pas » ! (1).

La compétence des tribunaux judiciaires étant affirmée, il y a lieu de se demander d'après quelles règles

1. *Gaz. des Tribunaux*, 24 avril 1907.

doit être appréciée la compétence territoriale de ces divers tribunaux, d'après quelles règles les actions intentées au sujet des biens ecclésiastiques devront être portées devant tel ou tel degré de juridiction.

On devra appliquer ici les règles du droit commun que nous allons rappeler. La compétence soit territoriale, soit matérielle des différents tribunaux se détermine d'après la nature des actions intentées.

Les actions se divisent en plusieurs catégories suivant la nature du droit qui leur sert de base et suivant la nature du bien qui en fait l'objet.

Elles sont mobilières ou immobilières, suivant que le bien revendiqué est un meuble ou un immeuble. Elles sont réelles ou personnelles, suivant qu'elles trouvent leur source dans un droit réel ou dans un droit de créance. Certaines actions qui, tout en étant basées sur un droit de créance, tout en tendant à obtenir l'exécution d'une obligation née à la charge du défendeur, tendent en même temps à procurer au demandeur un droit réel sur l'objet en litige sont qualifiées de mixtes. Telles sont les actions en nullité, en résolution, en révocation de contrats portant sur un immeuble.

Aux termes de l'article 69 du Code de procédure civile, le tribunal compétent est, pour les actions réelles immobilières, celui de la situation des biens, pour les actions personnelles, celui du domicile du défendeur ; les actions mobilières, réelles ou personnelles sont assimilées aux actions personnelles immobilières et doivent être égale-

ment portées devant le tribunal du domicile du défendeur. Quant aux actions mixtes, elles peuvent être portées soit devant le juge de la situation des biens, soit devant le juge du domicile du défendeur.

D'autre part, il est de principe que l'Administration des Domaines soit assignée devant le tribunal du bureau du préposé compétent. Or, voici comment la circulaire 3198 de l'enregistrement détermine les attributions des agents de cette administration.

« Les opérations nécessitées par l'apposition du séquestre incombent au receveur de la situation des biens, en ce qui concerne les immeubles ayant une assiette déterminée. A l'égard des rentes, créances et autres valeurs mobilières incorporelles, ces opérations doivent être effectuées par le receveur du siège de l'établissement supprimé, alors même que les débiteurs des valeurs ainsi séquestrées auraient leur domicile dans le ressort d'un autre bureau. Etant donnée la consistance du patrimoine des établissements supprimés, il est à prévoir que, dans la généralité des cas, ce sera le receveur du siège de ces établissements qui devra accomplir les formalités globales d'apposition du séquestre. »

La circulaire 3197, relative à la reprise des biens qui font retour à l'Etat, prévoit le cas où l'un des établissements supprimés possédait des immeubles dans un département autre que celui où son siège était situé. Dans ce cas le directeur du département où l'établisse-

ment avait son siège devra avertir le directeur du département de la situation de ces biens pour que celui-ci en ordonne la reprise.

On voit qu'en principe tous les biens tant mobiliers qu'immobiliers d'un établissement supprimé sont détenus par le receveur dans la circonscription duquel il était domicilié. Exceptionnellement, certains de ces immeubles pourront être détenus par un autre receveur, celui dans la circonscription duquel ils sont situés.

En combinant ces différents textes on voit qu'en principe les actions personnelles réelles ou mixtes, mobilières ou immobilières seront de la compétence du tribunal du siège de l'ancien établissement qui sera à la fois le tribunal du domicile du défendeur et celui de la situation des biens. Quelquefois seulement le tribunal compétent sera celui de la situation des biens et non celui du siège de l'établissement.

Dans tous les cas jamais le fait que le directeur général et le directeur départemental des domaines seront mis en cause ne donnera compétence soit au tribunal de la Seine soit au tribunal du chef-lieu du département. Le tribunal compétent *ratione materiæ* sera habituellement le tribunal civil de la 1^{re} instance. Néanmoins, certaines demandes pourront parfois être portées devant le juge de paix par application de l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1905.

« Les juges de paix connaissent en matière civile de toutes actions purement personnelles ou mobilières en dernier res-

sort jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 600 francs. »

Pourront donc être portées devant le juge de paix :
1° les actions personnelles, c'est-à-dire ayant pour objet un droit de créance ; 2° les actions mobilières qu'elles soient personnelles ou réelles. Il faudra que la valeur en litige ne soit pas supérieure à un certain chiffre et on devra se baser pour l'apprécier sur le chiffre de la demande. Si la demande est indéterminée, le juge de paix est incompétent.

Il est également incompétent en principe pour les actions immobilières, cependant il peut connaître des actions possessoires.

Deuxième Partie

Les droits des tiers d'après la loi de 1908

CHAPITRE PREMIER

MODIFICATIONS RELATIVES A LA DÉVOLUTION DES BIENS RÉSULTANT DE LA LOI DE 1908, MOTIFS DU LÉGISLATEUR, MODIFICATIONS RELATIVES AUX DROITS DES TIERS.

Après avoir examiné la situation créée par les lois de 1905 et de 1907, il nous reste à voir en quoi la loi de 1908 a modifié cette situation. Cette loi est émanée de l'initiative parlementaire. Un premier projet fut présenté en 1907 par MM. Raynaud, Cruppi, Sarrien et quelques autres parlementaires : le gouvernement s'appropriä ce projet en lui faisant subir quelques modifications et se chargea de le présenter aux Chambres. Voté par la Chambre des députés dans les derniers mois de 1907, le projet vint devant le Sénat qui le vota dans le courant de mars et avril 1908 en lui faisant subir une modification importante. Cette modification fut adoptée par la Chambre des députés et la loi entière ainsi remaniée fut votée par elle, en une séance le 18 avril 1908.

La loi nouvelle modifie les règles posées par la loi de 1905 en ce qui concerne la dévolution des biens des anciens établissements publics du culte. Au lieu d'être dévolus exclusivement à des établissements communaux, ces biens le seront soit à l'Etat, soit aux départements, soit aux communes, soit à des établissements publics. Une catégorie de biens est soustraite à ces règles : les biens des caisses de secours et des maisons de retraite pour les ecclésiastiques âgés ou infirmes sont dévolus aux sociétés de secours mutuels entre ecclésiastiques qui pourraient se former. Ces sociétés devront pour être aptes à recevoir ces biens 1° être soumises aux règles posées par la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels 2° se former dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la loi 3° ne prévoir dans leurs statuts aucune amende ni aucun cas d'exclusion fondés sur un motif touchant la discipline ecclésiastique. C'est sur cette disposition que s'est greffée la modification adoptée par le Sénat. Elle consiste à mettre à la charge des sociétés de secours mutuels ecclésiastiques les fondations de messes et à leur faire verser par les différents débiteurs actuels de ces charges somme suffisante pour les remplir.

La préoccupation dominante du législateur de 1908 a été d'obtenir dans un délai très bref le dessaisissement du séquestre et la dévolution des biens ecclésiastiques à leurs futurs attributaires. Il a voulu de plus que ces biens fussent attribués libres de toutes dettes et

charges. Pour cela : 1° il soumet toutes les actions relatives à ces biens à un délai très bref, 2° il permet aux préfets de faire droit aux réclamations des tiers sans que les tribunaux soient saisis, 3° il prescrit aux tribunaux de statuer sur les litiges qui viendraient devant eux comme en matière sommaire.

Il en résulte que les droits des tiers sont modifiés d'une façon notable par la loi de 1908. Nous allons examiner en détail ces modifications.

En étudiant la situation faite aux tiers par les lois de 1905 et de 1907 nous leur avons reconnu le droit d'exercer un certain nombre d'actions qui peuvent se classer sous deux chefs principaux : 1° actions tendant à faire exécuter des obligations dont était tenue l'une des personnes morales anciennement chargées du culte : 2° actions tendant à reprendre une portion des biens possédés par ces personnes morales.

Nous allons examiner dans quelle mesure la loi de 1908 les laisse subsister.

1° *Actions tendant à faire exécuter des obligations.* — Ces obligations incombaient soit à l'Etat soit aux départements, soit aux communes, soit aux anciens établissements publics. Elles résultaient d'un contrat intervenu entre un tiers et la personne débitrice, contrat qui pouvait être à titre gratuit ou à titre onéreux. Elles constituaient une charge du contrat à titre gratuit, elles avaient été imposées par le contrat à titre onéreux soit comme condition soit comme obligation principale.

Appelés à nous prononcer sur la question de savoir si toutes les charges et obligations pouvaient être exécutées quelle que fût la personne débitrice, nous l'avons résolue par l'affirmative.

La loi de 1908 a modifié cet état de choses dans son article 3 § 7, 14 et 16.

D'après le paragraphe 14 l'Etat, les départements et les communes ne peuvent remplir les charges pieuses ou cultuelles ni les charges dont l'exécution comportait l'intervention d'un établissement public du culte ou de titulaires ecclésiastiques. Ils ne peuvent remplir les charges comportant l'intervention d'ecclésiastiques pour des actes non culturels que s'ils conservent un droit de contrôle sur l'emploi des libéralités où ces charges étaient contenues.

Les mêmes dispositions s'appliquent au séquestre.

D'après le paragraphe 7, le décret d'attribution des biens ecclésiastiques déterminera les charges auxquelles les dits biens demeureront soumis.

Enfin, d'après le paragraphe 16, l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics possesseurs ou attributaires de biens grevés de fondations pieuses devront mettre en réserve la portion de ces biens correspondante aux charges visées au paragraphe 14. Cette portion sera remise aux sociétés de secours mutuels ecclésiastiques qui se formeraient, à charge par celles-ci d'assurer les fondations de messes.

Il résulte de ces textes que l'exécution des charges visées à l'article 14 ne peut, quant à présent, être

demandée ni à l'Etat, aux départements, aux communes, ni au séquestre. Ces charges comprennent notamment les fondations de messes, et la charge de loger des ecclésiastiques.

Elle pourra être demandée aux sociétés de secours mutuels ecclésiastiques qui se formeraient. Ces sociétés assureront l'exécution des fondations de messes, mais n'assumeront pas la charge de loger des ecclésiastiques. Cela résulte du rejet d'un amendement de M. Beauregard par la Chambre, amendement qui tendait à faire ajouter cette dernière charge aux fondations de messes.

Quant aux charges non cultuelles, incombant aux anciens établissements du culte, rien ne s'oppose à ce que l'exécution en soit demandée actuellement au séquestre. Pour l'avenir, le décret d'attribution déterminera celles dont l'exécution pourra être demandée aux attributaires.

Quelles sont maintenant les conditions d'exercice des actions tendant à l'exécution des charges ? La loi ne vise qu'un cas : le paragraphe 8 de l'article 3 dispose « que toute personne intéressée pourra demander devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux l'exécution des charges imposées par les décrets d'attribution lorsque le délai de neuf mois à compter du jour de la publication de ce décret sera expiré. Ce délai est celui par lequel s'éteignent les actions en reprise et en résolution ».

Mais la loi ne dit rien : 1° sur l'exécution des obligations non cultuelles actuellement à la charge du séques-

tre; 2° sur l'exécution de celles de ces obligations maintenues par le décret d'attributions pendant que courra le délai dont nous avons parlé; 3° sur l'exécution des fondations de messes par les sociétés de secours mutuels ecclésiastiques. Nous croyons donc que le droit commun s'appliquera à tous ces cas et que par conséquent des tribunaux judiciaires seront compétents.

D'ailleurs que l'exécution soit demandée devant le Conseil d'Etat ou devant les juges de droit commun, elle pourra l'être par toute personne intéressée; c'est-à-dire par l'auteur de la libéralité ou le signataire du contrat onéreux, par tous ses ayants cause universels, enfin par le tiers bénéficiaire dans le cas où il en existera un.

La loi de 1908 règle les droits des créanciers des anciens établissements publics du culte dans les paragraphes 10, 11, 12, de son article 3 dont voici le texte :

§ 10. — Tout créancier hypothécaire, privilégié ou autre d'un établissement dont les biens ont été mis sous séquestre devra, pour obtenir le paiement de sa créance, déposer préalablement à toute poursuite un mémoire justificatif de sa demande sur papier non timbré avec pièces à l'appui au directeur général des domaines qui en délivrera un récépissé daté et signé.

§ 11. — Au vu de ce mémoire et sur l'avis du directeur des domaines, le préfet pourra en tout état de cause décider par un arrêt pris en conseil de préfecture que le créancier

sera admis pour tout ou partie de sa créance au passif de la liquidation de l'établissement supprimé.

ART. 14. — L'action du créancier sera prescrite si le mémoire préalable n'a pas été déposé dans les six mois qui suivent la publication au *J. off.*, prescrite par le paragraphe 7 du présent article, et si l'assignation devant la juridiction compétente n'a pas été délivrée dans les neuf mois de ladite publication.

La loi pose, comme on le voit, des règles dérogatoires au droit commun : 1° en imposant aux créanciers le dépôt d'un mémoire ; 2° en leur prescrivant d'agir dans le délai très bref de neuf mois sous peine d'être forclos.

D'un autre côté, le paragraphe 4 de l'article 1 de la loi nouvelle apporte des modifications au gage des créanciers. Les dettes des anciens établissements publics cultuels doivent en effet être payées d'après ce texte : 1° sur les biens des menses archiépiscopales et épiscopales, chapitres et séminaires, situés dans la même circonscription ecclésiastique que les établissements débiteurs ; 2° en cas d'insuffisance de ces biens, sur ceux devant faire retour à l'Etat.

On peut se demander, en présence de ce texte, ce que devient le droit de préférence des créanciers privilégiés et hypothécaires des établissements publics du culte autres que les établissements diocésains (fabriques, menses curiales, etc., etc.). Les biens de leur débiteur sur lesquels étaient assis leurs privilèges ou leurs hypothè-

ques sont soustraits à leurs poursuites : ils devront recouvrer leurs créances sur d'autres biens. Pourront-ils en cas d'insuffisance d'actif, primer les créanciers chirographaires ? Une réponse négative semble s'imposer. La question n'a d'ailleurs qu'un intérêt théorique : les ressources affectées au paiement des dettes seront probablement suffisantes. D'un autre côté, on peut se demander quelle sera la situation des créanciers privilégiés ou hypothécaires des établissements diocésains. Les biens qui constituent l'assiette de leur droit de préférence servent de gage à tous les créanciers des établissements cultuels du diocèse. Les créanciers dont nous parlons conserveront-ils leur droit de préférence sur ces biens ? Cela devrait être en bonne logique.

3° *Actions tendant à la reprise de possession de certains biens.* — En étudiant la situation antérieure, nous avons reconnu au profit des tiers plusieurs actions pouvant atteindre ce but. C'étaient les suivantes : 1° une action spéciale en reprise et en revendication créée par la loi de 1905 et basée sur le changement d'attributaires des biens des anciens établissements cultuels. Elle présentait les caractères suivants :

- a) Elle ne pouvait tendre à revendiquer, étant donnée sa base, que les biens des anciens établissements publics du culte à l'exclusion de ceux possédés par l'Etat, les départements ou les communes.
- b) Elle ne pouvait se fonder que sur des libéralités.
- c) Elle n'était ouverte qu'aux auteurs de ces libéralités

ou à leurs héritiers en ligne directe qui devaient l'exercer dans un délai très bref.

d) Elle s'appliquait d'ailleurs à toutes les libéralités faites aux établissements cultuels pures et simples ou avec charges.

2° Des actions révocatoires ou résolutoires basées sur l'inexécution des charges ou des obligations, ouvertes au sujet de libéralités avec charges ou des contrats onéreux. L'exercice de ces actions était réglé par le droit commun. Elles pouvaient tendre à revendiquer soit les biens des anciens établissements cultuels, soit ceux de l'Etat, des départements, des communes.

La loi de 1906 a soumis aux mêmes règles de procédure et aux mêmes conditions d'exercice ces différentes actions (nouveau paragraphe 2 de l'article 7, nouveau paragraphe 3 de l'article 9). On pourrait prétendre, en présence de ces textes, que le législateur a voulu établir entre ces actions une assimilation complète, en d'autres termes, qu'il a voulu donner à l'action en reprise la même base qu'aux actions révocatoires et résolutoires. Les conséquences de cette interprétation seraient qu'aucun recours ne compéterait aux tiers au sujet des libéralités pures et simples faites aux anciens établissements du culte. Nous ne croyons pas devoir admettre cette solution restrictive. En effet, s'il y avait un intérêt, sous l'empire de la loi de 1905, à distinguer les deux catégories d'actions dont nous parlons, c'est que leurs conditions d'exercice étaient alors différentes.

Actuellement, il n'en est plus de même et cet intérêt a disparu. Si donc la distinction a été maintenue, c'est qu'elle est motivée par un autre intérêt, c'est que ces actions ont une base différente. Or, la distinction a été maintenue ; cela résulte tout d'abord du texte qui dispose : « Toute action en reprise qu'elle soit qualifiée en revendication, en résolution, en révocation », cela résulte en second lieu des déclarations formelles du garde des Sceaux.

Il disait au Sénat dans la séance du 7 avril 1908 :

« L'action en reprise et en revendication, avec la portée que nous lui avons donnée, et qu'a affirmée par ses votes le Sénat à plusieurs reprises, elle existe, elle est prévue par le patrimoine des fabriques et des établissements publics du culte. »

L'action en reprise conserve donc sa physionomie : on peut même se demander si le texte nouveau ne l'étend pas aux contrats onéreux quand il dit : « Elle ne peut être exercée qu'en raison de donations, de legs, ou de fondations pieuses. » Elle peut être intentée immédiatement, le fait de la dévolution des biens ecclésiastiques qui la motive étant dès à présent acquis ; c'est ce que reconnaît l'article 3 de notre texte :

« L'action peut être intentée contre l'attributaire, ou à défaut d'attribution contre le directeur général des domaines représentant l'Etat en qualité de séquestre. » Cette disposition s'applique à tous les recours prévus par la loi. Néanmoins, en ce qui concerne les actions

basées sur l'inexécution, une distinction nous paraît devoir être faite. Il est dès à présent acquis que ni l'Etat, ni les départements, ni les communes, ni le séquestre n'exécuteront les charges prévues au paragraphe 14 de l'article 9 (art. 3 de la loi de 1908). Les actions révocatoires et résolutoires peuvent donc être intentées dès à présent au sujet de contrats contenant de telles charges ou obligations. Quant à ceux qui contiennent des charges d'une autre nature, ils ne donneront lieu aux recours dont nous parlons que du jour de l'inexécution effective.

Les actions en reprise, en révocation, en résolution sont soumises à des conditions d'exercice communes que nous allons exposer.

Nul ne pourra les exercer, s'il n'a déposé deux mois auparavant un mémoire sur papier non timbré entre les mains du directeur général des domaines qui en délivrera un récépissé daté et signé.

Au vu de ce mémoire, le préfet pourra après avis du directeur des domaines faire droit, en tout état de cause, à tout ou partie de la demande par arrêté pris en conseil de préfecture.

L'action sera prescrite si le mémoire n'a pas été déposé dans les six mois à compter de la publication du décret d'attribution, et l'assignation devant la juridiction ordinaire délivrée dans les trois mois de date du récépissé. Passé ce délai, les actions seront prescrites.

Ces dispositions sont applicables au patrimoine des

anciens établissements culturels. Elles s'appliquent aussi aux biens détenus par l'Etat, les départements, les communes sous les réserves ci-après.

Le dépôt du mémoire est fait au préfet et l'arrêté du préfet en conseil de préfecture est pris, s'il y a lieu, après avis de la commission départementale pour le département, du conseil municipal pour la commune, et de la commission administrative pour l'établissement public intéressé.

En ce qui concerne les biens possédés par l'Etat, il sera statué par décret. L'action sera prescrite, si le mémoire n'a pas été déposé dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, et l'assignation devant la juridiction ordinaire délivrée dans les trois mois de la date du récépissé.

Les biens réclamés, en vertu du paragraphe 14, à l'Etat, aux départements, aux communes et à tous établissements publics, ne seront restituables lorsque la demande ou action sera admise, que dans la proportion correspondante aux charges non exécutées, sans qu'il y ait lieu de distinguer si lesdites charges sont ou non déterminantes de la libéralité ou du contrat de fondation pieuse et sous déduction des frais et droits correspondants payés lors de l'acquisition des biens.

Indépendamment des actions en reprise, en révocation, en résolution, nous avons reconnu aux tiers sous l'empire de la loi de 1905 le droit de revendiquer les biens affectés au culte par le moyen d'actions en nul-

lité et d'actions en revendications, régies par le droit commun.

Les actions en nullité pouvaient être basées sur le défaut de formes ou le défaut d'acceptation régulière, quand il s'agissait de libéralités. La nullité pouvait aussi résulter de ce fait que les libéralités auraient été offertes postérieurement à la promulgation de la loi de 1905.

Les actions en revendication étaient basées sur un droit de propriété que le demandeur prétendait avoir sur des biens culturels mobiliers ou immobiliers.

La loi de 1908 a-t-elle supprimé ou restreint ces actions ? Tout d'abord, ne les prévoyant pas elle ne saurait en avoir restreint l'exercice. Elle ne saurait les avoir supprimées. Elle ne réglemente que des actions touchant les biens dont les anciens établissements du culte ou les autres personnes morales sont propriétaires. Or les biens dont nous parlons, les biens dont la possession par ces différentes personnes morales est entachée de tels vices ne sont jamais entrés dans le patrimoine de ces personnes. On ne saurait donc prétendre les transmettre à leurs successeurs ou les leur conserver. Les actions que nous étudions sont donc réglées par le droit commun et non par la loi nouvelle. On ne doit pas s'étonner d'ailleurs que cette loi ne les ait pas prévues, les hypothèses dans lesquelles elles pourront se produire étant exceptionnelles.

Il y a plus, la loi de 1908 donne ouverture à des ac-

tions en nullité nouvelles, au moins d'après la jurisprudence. La dévolution des biens ecclésiastiques et l'impossibilité pour l'Etat, les départements, les communes d'accomplir les charges cultuelles étant des faits acquis, il en résulte les conséquences suivantes. Dans les cas où la considération de l'établissement gratifié ou la stipulation d'une charge cultuelle aura été la cause impulsive d'une libéralité, cette libéralité pourra être considérée, d'après une jurisprudence que nous avons précédemment exposée (1), comme rétroactivement annulée, par application de l'article 1131 du Code civil soit comme étant sans cause, soit comme ayant une cause illicite.

D'autre part, si l'obligation de subvenir à l'un des besoins du culte résultait d'un contrat onéreux, ce contrat pourrait également être annulé, soit comme contenant une cause illicite par application du même article si l'obligation cultuelle est l'obligation principale portée au contrat ; dans les contrats synallagmatiques l'obligation de chaque partie est en effet considérée comme étant la cause de l'obligation de l'autre partie, soit comme contenant une condition illicite, si l'obligation cultuelle est seulement une condition du contrat, par application de l'article 1172.

A notre avis, la loi de 1908 laisse donc subsister en faveur des tiers des actions tendant à faire exécuter des obligations, mais elle défend aux différentes personnes

1. Voir page 66.

morales que nous avons énumérées d'exécuter les obligations cultuelles. Elle laisse subsister également les actions en reprise, en révocation et en résolution en soumettant aux mêmes conditions d'exercice tous ces recours. Enfin elle ne s'oppose pas à ce que soient intentées des actions en nullité et en revendication de droit commun.

CHAPITRE II

PORTÉE DE LA LOI DE 1908 AU POINT DE VUE DE SA DURÉE D'APPLICATION

Les auteurs de la loi de 1908 ont eu l'intention de faire de cette loi une loi interprétative au moins quant à quelques-unes de ses dispositions. « Outre les dispositions interprétatives ci-dessus », lit-on au nouveau paragraphe 3 de l'article 9 (art. 3 de la loi de 1908) ; ces dispositions dont parle la loi sont celles qui réservent les actions en reprise, en révocation et en résolution aux seuls auteurs de libéralités ou signataires de contrats onéreux et à leurs héritiers en ligne directe à l'exclusion des collatéraux et des légataires et qui soumet toutes ces actions à un certain délai extinctif. Les conséquences du caractère interprétatif de la loi seraient les suivantes : Une loi interprétative s'incorpore au texte qu'elle explique et est applicable du jour de la promulgation de ce texte. Les actions intentées par les collatéraux avant la loi de 1908, devraient être consi-

dérées rétroactivement comme non venues lorsqu'elles n'auraient pas été suivies d'un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée. Il en serait ainsi pour les actions actuellement pendantes soit en 1^{re} instance, soit en appel.

Mais on peut se demander s'il suffit de qualifier une loi de loi interprétative pour obtenir de tels résultats ou s'il est nécessaire que cette loi mérite véritablement au fond cette qualification. Nous croyons devoir admettre cette deuxième opinion. Une loi est interprétative si elle se contente de développer le texte antérieur sans le modifier, elle ne l'est point si elle apporte des modifications profondes à ce texte. Or c'est ici le cas.

On peut d'abord en trouver une preuve dans les termes du paragraphe dont nous discutons la portée.

Le paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905, dit-il, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les mots abroger et remplacer d'une part, interpréter de l'autre, ont toujours eu un sens différent dans la langue du droit.

Si l'on descend au fond des choses, on trouve une confirmation de notre thèse. En effet, que fait le texte nouveau ? Il soumet les actions en reprise, en révocation et en résolution aux mêmes conditions d'exercice.

Or nous avons surabondamment démontré dans la première partie de cette étude (1) que l'action en reprise,

1. Voir page 35 et suiv.

sous l'empire de la loi de 1905 était distincte des actions en révocation. Personne n'a songé à contester qu'elle le fût des actions résolutoires basées sur les contrats onéreux qui sont pourtant traitées de la même façon par le nouveau texte. Il y a donc là une innovation, discutée quoique indiscutable à nos yeux comme à ceux de la plupart des auteurs et des tribunaux en ce qui concerne l'action révocatoire, indiscutée et indiscutable en ce qui concerne l'action en résolution.

Il y a plus, le délai donné pour intenter les actions et qui devient commun sous la loi de 1908 aux actions en reprise, révocatoires et résolutoires, n'est pas le même que celui qui d'après la loi de 1905 concernait l'action en reprise.

La loi de 1905 donnait six mois, la loi de 1908 en donne neuf aux tiers pour exercer leurs recours.

Le passage que nous visons apporte donc plusieurs innovations à la situation antérieure et il appartiendra aux tribunaux de dire si oui ou non il doit avoir la portée rétroactive qu'on a voulu lui donner.

C'est ce qui a été soutenu à la Chambre et au Sénat. A la séance de la Chambre du 13 novembre 1907 M. Jeanneney disait :

« Plus on aura démontré que la loi est claire, plus on on aura ainsi fait la preuve qu'il est superflu de l'interpréter. Aussi bien cela est-il du ressort de l'autorité judiciaire. Laissons-la à son rôle et gardons le nôtre.

.

« Je ne suis pas certain, d'ailleurs, que vous arriviez au résultat que vous avez en vue. Vous voulez faire cesser les contrariétés de jurisprudence. Quand vous aurez voté la loi, il est possible que des tribunaux, considérant que vous avez fait une loi nouvelle portant atteinte à des droits acquis, refusent de s'incliner devant elle. »

Voici d'autre part les observations présentées au Sénat par M. Gourju (séance du 7 avril 1908) :

« Il ne s'agit pas de combattre rétrospectivement la loi de 1905, mais de chercher à nous rendre compte si, lorsque vous porterez devant les tribunaux et plus particulièrement devant la Cour de cassation la loi interprétative que vous entendez faire, la Cour suprême ne sera pas obligée par votre texte même de vous répondre que vous avez cru faire une loi interprétative et que cependant vous avez fait tout autre chose parce que votre loi proclame elle-même qu'elle n'est pas une loi interprétative.

« Remarquez donc combien l'emploi même de cette expression, de cet adjectif « dispositions interprétatives » est de nature à troubler la conscience des juges ! Si vous employez le mot, c'est parce que vous doutez de la chose, c'est parce que vous sentez bien que le caractère interprétatif de votre loi n'apparaît point avec la clarté du jour. Vous essayez de vous rassurer vous-mêmes en entreprenant de vous convaincre que vous faites œuvre interprétative ; en êtes-vous bien sûrs ?

« N'apparaît-il pas au contraire avec certitude du

rapprochement des textes que votre œuvre n'est pas interprétative et que par conséquent lorsque vous l'aurez dite telle, vous n'aurez cependant pas interdit à la Cour de cassation, seul suprême régulateur du droit, de déclarer que tout en croyant faire œuvre interprétative, vous avez fait réellement une œuvre de nature différente ?

• • • • •
« Supposez que devant la Cour de cassation, il plaise à un plaideur, à beaucoup de plaideurs de contester le caractère interprétatif de ces textes législatifs nouveaux, croyez-vous qu'il sera interdit à la Cour de cassation, parce que vous aurez prétendu que ces textes sont interprétatifs, de dire qu'en réalité ils ne le sont pas, puisqu'ils se donnent à eux-mêmes, en tant que textes interprétatifs, le démenti le plus flagrant. »

On voit que la thèse que nous avons adoptée a été soutenue avec beaucoup de vigueur au cours des débats parlementaires sans qu'on ait d'ailleurs essayé de la réfuter.

Vu : le Président de la thèse,
MARC SAUZET

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I. — Doctrine

LEHOPITEAU et THIBAUT. — Les Eglises et l'Etat. Commentaire pratique de la loi du 9 décembre 1905.

DE LAMARZELLE et TAUDIÈRE. — La Séparation des Eglises et de l'Etat. Commentaire théorique et pratique de la loi du 9 décembre 1905.

DUVERNEY (Eymard). — Commentaire pratique de la loi du 9 décembre 1905 et du Règlement d'administration publique du 16 mars 1906 dans leur application au culte catholique.

SALANVILLE. — Des actions en reprise, en revendication et en révocation des libéralités faites aux établissements supprimés.

RIVET (Auguste). — Etude théorique et pratique sur les actions en reprise et en résolution auxquelles donne lieu l'application de la loi sur la Séparation des Eglises et de l'Etat.

Les Lois Nouvelles. Commentaire de la loi de 1905, année 1906 *passim*.

Lods (Armand). — Les procès en revendication soulevés par la suppression des établissements publics du culte.

II. — Périodiques et Recueils spéciaux de Jurisprudence

Revue des Associations cultuelles ; paraît depuis 1907 sous
le non de Revue des Institutions cultuelles.

Revue d'Organisation et de Défense Religieuse. Nous indi-
quons les références à cette revue par l'abrévia-
tion R. O. D.

Revue du Culte catholique.

Revue de Droit et de Jurisprudence des Eglises séparées de
l'Etat.

Revue catholique des Institutions et du Droit.

Thèses

SORLIN. — Des actions en reprise des biens grevés d'affec-
tations cultuelles ou charitables depuis la loi du
9 décembre 1905. Paris, 13 février 1908.

DORGUIN-DELAVERGNE. — Fondations et libéralités religieuses
et la Séparation des Eglises et de l'Etat. Paris,
17 mars 1908.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	7

PREMIÈRE PARTIE

Les droits des tiers après la loi de 1905

CHAPITRE I. — Composition du patrimoine ecclésiastique. Régime auquel il était soumis avant la Séparation. Modifications apportées par la loi de 1905.....	13
CHAPITRE II. — Quels tiers peuvent prétendre avoir des droits sur les biens ecclésiastiques. Différentes sources de ces droits.....	20
CHAPITRE III. — Droits dérivant de libéralités. Généralités. Libéralités antérieures au Concordat..	22
CHAPITRE IV. — Libéralités régulières postérieures au Concordat. Libéralités sans charges.....	28
CHAPITRE V. — Libéralités régulières postérieures au Concordat. Libéralités avec charges.....	40

CHAPITRE VI. — Libéralités irrégulières.....	70
CHAPITRE VII. — Droits dérivant de contrats onéreux. Contrats imposant des obligations de nature cultiuelle. Contrats imposant des obligations d'une autre nature : droits des créanciers des anciens établissements cultuels.....	73
CHAPITRE VIII. — Droits ne dérivant d'aucun contrat. Actions en revendications de droit commun.	84
CHAPITRE IX. — Questions de procédure. Contre qui et devant quels tribunaux les actions ouver- tes aux tiers doivent-elles être exercées.....	90

DEUXIEME PARTIE

Les droits des tiers après la loi de 1908

CHAPITRE I. — Modifications relatives à la dévolution des biens. Motifs du législateur. Modifica- tions relatives aux droits des tiers.....	107
CHAPITRE II. — Portée de la loi de 1908 au point de vue de sa durée d'application.....	122

